

LE PROJET DE LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

La réforme foncière fera l'objet d'un texte distinct LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvère-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 0,75 F; États-Unis, 1,50 F; Espagne, 0,75 F; France, 1,80 F; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 p.; Iran, 30 p.; Italie, 40 p.; Japon, 250 p.; Luxembourg, 13 p.; Norvège, 1 p.; Pays-Bas, 1,25 F; Portugal, 27 esc.; Suède, 150 F; Suisse, 2,80 F; Thaïlande, 1,10 F; U.S.A., 70 cts; Yougoslavie, 13 din.

BULLETIN DU JOUR

« La fête de l'homme »

« Noël est la fête de l'homme ! Toute la vigueur de Jean Paul II est dans ce raccourci antécédent par lequel débute son message au monde. Des esprits égarés avaient écrit à la fin du siècle : « Nous avons, nous plus que quiconque, nous avons le culte de l'homme ! » Que diront-ils de ce nouveau pape qui ne laisse pas passer une occasion de proclamer la dignité de l'homme et ses droits inaliénables ?

Pour un chrétien, le culte de Dieu et le culte de l'homme ne sont pas incompatibles. Au contraire. Si, comme le rappelle le pape, l'homme est unique, absolument singulier, s'il transcende « nos statistiques humaines, nos catégories humaines, nos systèmes politiques, économiques et sociaux humains », c'est parce qu'il est appelé à devenir enfant de Dieu. Appelé par un Dieu qui est devenu homme.

Fort de cette « grande vérité sur l'homme, qui a été dite dans la nuit de Noël », le pape, porteur d'un message évangélique, devient le défenseur par excellence des droits de l'homme. Et quand le pape est un Polonais, un homme qui a vécu pendant plus de trente ans sous un régime totalitaire, où l'homme est emboîté dans la collectivité par une idéologie qui nie sa finalité spirituelle, quel de plus naturel que ce pape soit obsédé par la dignité et la liberté humaine ?

« On ne peut plus détruire l'homme, affirme Jean Paul II. Il n'est pas permis de l'humilier. Il n'est pas permis de le haïr. » C'est en même temps un article de foi et un appel. Article de foi, car la gloire de Dieu, c'est l'homme vivant ; mais aussi appel, car, en cette fin du vingtième siècle, l'homme n'a peut-être jamais été aussi méprisé, écrasé, manipulé, conditionné. La guerre, la famine, la peste : trois fléaux aussi vieux que le monde, mais dont les formes modernes — l'armement nucléaire, la misère du tiers-monde et le poison d'idéologies contradictoires — constituent une épreuve de Damocles suspendue sur la tête de l'humanité.

Trente ans après la signature, à Genève, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est difficile, selon Amnesty International, de trouver un seul des pays signataires où ces droits soient intégralement respectés. Les moyens d'asservir l'homme se perfectionnent avec le progrès technique, même si la torture est rebaptisée « rééducation » ou « traitement psychiatrique ».

C'est pourquoi il faut espérer que ce pape venu de l'Est saura tourner son regard aussi dans les autres directions. Devenu pasteur universel, son horizon s'est élargi pour embrasser toute l'humanité. Cette humanité qui, pour reprendre ses propres termes, « se trouve élevée dans la naissance humaine de Dieu ».

Au début de l'année prochaine, Jean Paul II ira au Mexique pour inaugurer l'assemblée générale de l'épiscopat latino-américain. Ce sera pour lui l'occasion de mesurer l'ampleur des dangers de déshumanisation et d'asservissement d'un autre système totalitaire qui lui est moins familier : celui qui est en place dans plusieurs pays de l'hémisphère occidental. Jean Paul II a exprimé son désir de se rendre en Pologne, mais son voyage à Paciba — le premier de son pontificat — aura une signification comparable pour bien des Latins-Américains. Il n'y a pas de « bons » et de « mauvais » droits de l'homme selon l'idéologie qui les menace.

TURQUIE

L'état de siège est instauré dans treize départements par le gouvernement de M. Ecevit

Les récentes émeutes en Turquie ont amené le gouvernement de M. Ecevit à proclamer l'état de siège pour une durée de deux mois dans treize départements.

La présence de forces parachutistes dans la région où se sont produits les affrontements semble avoir contribué à rétablir le calme.

De notre correspondant

Ankara. — A la fin d'une réunion extraordinaire du conseil des ministres, M. Ecevit a décidé, à l'aube du mardi 26 décembre, d'instaurer l'état de siège dans treize départements turcs sur soixante-sept, pour une période de deux mois, tandis que continuait le dénombrement et l'identification des victimes du massacre du 23 décembre, à Kahramanmaraş : le bilan provisoire officiel de quatre-vingt-cinq morts et deux mille blessés n'aura encore de s'établir.

Toute la journée de lundi, une vive tension a régné dans le pays. Les cours ont été suspendus dans les grandes centres urbains à la suite de forums organisés par les étudiants protestant contre les assassinats perpétrés par l'extrême droite à Kahramanmaraş. La population, horrifiée par les photos du massacre publiées à la une des journaux, manifestait son inquiétude devant cette recrudescence dangereuse de la violence politique, tandis que les partis étaient unanimes à publier des déclarations condamnant les incidents de Kahramanmaraş et invitant la population au calme.

Lundi après-midi, s'adressant au groupe parlementaire de sa formation, le premier ministre, M. Ecevit, après avoir reconnu les carences de son gouvernement, avait laissé entendre qu'il était favorable à l'instauration de l'état de siège, estimant que les menées subversives avaient atteint des proportions susceptibles de menacer l'unité nationale. « Les incidents de Kahramanmaraş ne constituent pas uniquement une révolte contre le gouvernement, mais également une révolte contre l'autorité de l'État », devait-il ajouter.

C'est la première fois que le premier ministre se montre favorable à une telle mesure en vue de réprimer la vague de terrorisme que connaît la Turquie (deux cent cinquante morts en 1977, plus de mille morts depuis le début de l'année 1978), alors que le droit la réclame depuis plusieurs mois déjà. Mais une partie de l'opinion, sa soumission des actes commis sous le régime autoritaire du 12 mars 1971, envers tous les progressistes, quand plusieurs régions avaient été placées en état de siège, estime excessif le recours à un régime d'exception, tel ce provisoirement.

ARTUN UNSAL

(Lire la suite page 6.)

IRAN

Les négociations sur la formation d'un cabinet civil précèdent

Nouvelles manifestations à Meched

Pour la quatrième journée consécutive, plusieurs manifestations d'étudiants et de lycéens contre le régime ont eu lieu ce mardi 26 décembre en fin de matinée dans les rues de Téhéran. A Meched, à l'appel de l'ayatollah Khomeiny et de ses chefs religieux chiites, plusieurs centaines de milliers de personnes — six cent mille selon l'opposition — ont défilé dans les rues de la ville sainte au cours de la matinée pour protester contre les violences commises samedi et qui avaient fait une vingtaine de morts. Dans le Kurdistan iranien, douze personnes ont été tuées lundi à Sanandaj et à Saghez au cours de violents incidents entre forces de l'ordre et manifestants.

Sur le plan politique, la mise en place d'un nouveau gouvernement civil se révèle difficile. M. Sadighi, pressenti par le chah, aurait subordonné sa réponse à l'abandon par le souverain de plusieurs de ses prérogatives.

L'appel à l'unité contre le chah lancé lundi par M. Karim Sandjabi, chef du Front national, devant plus de trois mille personnes réunies dans un hôpital près de l'université Pahlavi, a porté un coup sévère à la tentative de M. Gholam Hossein Sadighi, pressenti par le souverain pour former un cabinet de « libéraux » destiné à remplacer le gouvernement militaire du général Azhari. M. Sandjabi s'est élevé contre « les petites mesures, les petites solutions, les changements de cabinet ». « Malgré la loi martiale, a-t-il dit, le peuple

poursuit sa lutte et ne croit pas à la politique de libéralisation annoncée par le pouvoir, parce qu'elle se solda par des massacres et parce que le régime ne met pas en cause le chah, qui est le véritable responsable de la crise. Je l'ai dit à crêpe et je vous le dis : il faut qu'il parte ».

Cet avertissement semble avoir été entendu et, dans la soirée, on indiquait officiellement dans l'entourage de M. Sadighi que ce dernier, qui avait été reçu lundi après-midi par le chah, lui avait déclaré qu'il « retournerait à plus tard » sa décision d'accepter, au non, de prendre la tête d'un nouveau gouvernement. Selon l'A.F.P., M. Sadighi aurait donc sa position et aurait subordonné sa réponse à l'abandon par le roi de plusieurs de ses prérogatives.

Le New York Times révèle, pour sa part, que le chah est sur le point d'acquiescer à un ensemble de propriétés s'étendant sur une superficie de 8 hectares dans l'un des quartiers résidentiels les plus cotés de Los Angeles. Selon un des agents immobiliers de la région, le souverain envisagerait de construire à cet endroit un « palais fabuleux » qui serait entouré d'une ceinture de sécurité.

(Lire nos informations page 3.)

PAKISTAN : l'ombre de M. Bhutto

Condamné à mort le 18 mars 1978 pour avoir, selon l'accusation, ordonné l'assassinat lorsqu'il était chef du gouvernement d'un adversaire politique, M. Bhutto a été exécuté le 22 décembre, sa déposition devant le Cour suprême d'Islamabad. Toute la vie politique du Pakistan se trouve suspendue dans l'attente du jugement que, en appel, rendre, en janvier, la plus haute juridiction du pays.

L'oncle leader s'est déclaré innocent de l'crime dont il est accusé et, en revanche, mis en garde les dirigeants contre « les terribles conséquences » que pourrait avoir son exécution, soulignant qu'il avait encore la confiance populaire.

A l'issue d'une enquête au Pakistan, notre envoyé spécial Gérard Virotelle fait le point de la situation politique et diplomatique. (Lire page 5.)

POINT DE VUE

L'année de l'autruche

par JACQUES ATTALI (*)

L'histoire gardera sans doute de 1978 le souvenir d'une étrange année d'indécision du politique devant la crise économique. Partout, on a refusé de débattre des sujets essentiels qui déterminent les futures mutations et de faire des choix à leur propos. Partout, un discours optimiste sur le cours naturel des choses a masqué une action nonchalante sur les enjeux majeurs. Tout se passe comme si les sphères dirigeantes de l'Europe, et en particulier celles de notre pays, confondaient leur bonheur d'être au pouvoir avec le bonheur de ceux qui les y ont conduites. Et pourtant, rapports internes, notes confidentiel-

les et séminaires privés se succèdent à un rythme accéléré, où circule un tout autre discours sur l'avenir, où se creuse le fossé entre les disputes anecdotiques du présent et les enjeux fondamentaux de l'avenir, entre les mots du pouvoir et les choses de l'économie.

Excès de pessimisme ? Justez-en. Voici dix exemples, choisis dans le seul champ de l'économie et parmi les sujets les plus connus, classés par ordre d'urgence et non de gravité. En quelques lignes, ils énoncent comment, s'il persiste, l'actuel aveuglement entrainera, dans toute la décennie 1980, en approfondissement de la crise en Europe.

1. - LE PÉTROLE. La crise iranienne rend très probable, si elle se poursuit, une pénurie pétrolière en Europe dans les mois qui viennent.

(*) Conseiller économique de M. Mitterrand. (Lire la suite page 24.)

LE DÉFI DE STANISLAS FUMET

Une « somme » au vingtième siècle

Sur la couverture rouge d'un livre de huit cents pages, un titre en noir se détache, incroyable : « Histoire de Dieu dans ma vie ». Le lecteur se frotte les yeux. Aucun doute possible. Un auteur osé. Est-il inconscient ou orgueilleux, humble ou provocateur ? Au fait, comment s'appelle-t-il ? Stanislas Fumet. « Connais pas », dira l'homme ou la femme qui n'ont cessé d'atropier les modes comme on atropie des rhumes.

Domage, ou plutôt occasion inespérée de faire enfin connaissance avec un écrivain hors du commun, ô qui, souvent sans le savoir, son siècle doit beaucoup pour ouï-ouï, sauf à de rares exceptions, lui en avoir jusqu'ici témoigné beaucoup de reconnaissance.

C'est que, ayant beaucoup vécu (il a eu aujourd'hui plus de quatre-vingts ans), il nous oblige — avec ses « souvenirs choisis » (soutire du livre) — à remonter loin dans une histoire de la France qui apparaît, certes, sous sa plume, comme une personne sans égale, mais aussi bien par ses défauts que par ses qualités.

Qui croirait la monotonie d'un narration chronologique sera vite rassuré. Le livre de Fumet est écrit, non comme une thèse (il n'ouïe guère les professeurs), mais comme une symphonie (il est d'une famille de musiciens). Quelques thèmes essentiels persistent tout au long du cheminement, mais un art subtil évite toute fatigue. Si Fumet regrette que ses pièces de théâtre n'aient jamais été jouées, il prouve qu'il n'en est pas moins un extraordinaire metteur en scène.

Détail cependant essentiel : ses personnages existent, même si une contingence à laquelle Fumet est à peine sensible leur a fait quitter la vie de ce monde. Ils existent, et non par dizaines, mais par centaines. Les uns sont très célèbres, d'autres sont des inimes. Chemin faisant, nous tombons sur de Gaulle aussi bien que sur l'abbé Mornormont, sur Lionel Bayou aussi bien que sur Dom Weil et sur Jehan Rictus, sur un « peintre de l'idée » ou sur un « sculpteur de la forme ».

ANDRÉ MANDOUZE (Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

L'occasion

Si la tension qui existe actuellement entre l'Argentine et le Chili dégénère en un conflit ouvert, il ne faudra certes pas s'en réjouir, mais enfin on aura la consolation de se dire que cela donnera de l'occupation aux militaires qui s'ennuient dans cette partie du monde.

Le général Videla, le général Pinochet et leurs collègues auront ainsi une occasion de montrer leur savoir-faire dans le métier qui est le leur, sans avoir besoin de recourir à la politique pour s'illustrer.

Pour peu qu'ils sachent glorieusement tomber à la tête de leurs troupes, ils peuvent même espérer être honorés leur nom par leurs compatriotes.

ROBERT ESCARPIT.

Advertisement for 'Hatha-Yoga bien tempéré' by Eva Ruchpaul. Includes illustrations of yoga poses and a photograph of the book cover. Text describes the book as a systematic study of yoga for the first time, with 250 photographs and 71 anatomical diagrams. Price: 250 F.

صكرامن الأحمل

صكنا من الأصل

Le Monde

idées

GAULLISME

TROIS RAISONS POUR UN REFUS

par JEAN CHARBONNEL (*)

Il est clair que les récentes initiatives de M. Chirac, et notamment son appel du 6 décembre, ont déjà provoqué un trouble profond au R.P.R. et risquent peut-être, dans les semaines à venir, de faire éclater le Rassemblement. Mais l'opposition de plus en plus déterminée que manifeste le maître de Faurès à l'égard du président de la République ne pourrait-elle, en revanche, rapprocher de Jacques Chirac ceux qui s'étaient éloignés de lui en raison, précisément, des choix qui avaient été les siens lors de l'élection présidentielle de mai 1974 et dans les années suivantes ?

amertume assez naturelle et demeurant au souvenir de déchirements passés, des coups bas portés, des exclusions injustifiées ? Mais le débat aujourd'hui engagé sur l'avenir du gaullisme et le destin de la nation est trop grave pour que des considérations personnelles puissent entrer en jeu. Devrions-nous nous enfermer dans la satisfaction, un peu dérisoire, de voir d'anciens compagnons, qui nous avaient reproché trop de sévérité à l'égard de la droite et trop de complaisance vis-à-vis de la gauche, briser de leurs propres mains la coalition majoritaire et coopérer activement au Parlement avec certaines formations de l'opposition ?

beaucoup parlé ; ils parlent encore beaucoup de la menace qu'il ferait peser sur l'intégrité de la nation l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Mais pourquoi avoir accepté de déposer le projet de loi qui l'autorisait ? Pourquoi, s'ils pensaient vraiment que le scrutin de juin 1978 est une manœuvre démocratique de « parti de l'étranger », avoir accepté la ratification du texte en 1977 ?

Il est vrai que, en mars dernier, la France n'a pas fait deux mauvais choix. Il n'en demeure pas moins que pour exprimer leur choix d'une société de liberté et de progrès les Français ont élu du R.P.R. le premier force politique du pays et permis à ces députés de constituer le groupe le plus nombreux de l'Assemblée nationale. Le fait n'est pas sans dignification. On ne saurait prétendre, en effet, qu'il n'existait pas d'alternative. Et si se perpétuait ainsi, au sein de la majorité, un rapport de forces dont quelques-uns croyaient, au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, qu'il n'était que provisoire, on peut raisonnablement supposer que c'est pour des raisons plus profondes que la valeur et l'attachement des hommes ou l'efficacité d'une machine électorale.

por PHILIPPE SEGUIN (*)

Une réhabilitation nécessaire

Est-on forcément suspect de vouloir retourner au régime des partis lorsqu'on souhaite que la représentation nationale puisse, plus adéquatement, s'exprimer librement ? Est-il, par exemple, réellement indispensable que le gouvernement recoure au vote bloqué quand il présente un projet de loi ?

Mais il va sans dire que le plein effet de ce qu'on propose ne pourra être obtenu que sous réserve d'une évolution profonde des mentalités. — Du gouvernement, d'abord, qui doit admettre que de la confrontation avec sa majorité, et, en particulier avec son groupe dominant, peut sortir le meilleur et pas forcément le pire. Il n'est pas facile de s'accommoder du contrôle et de la remontrance. Mais avec de la bonne volonté, nécessité étant, on peut s'y faire.

— Des partenaires du R.P.R. ou sein de la majorité, ensuite, qui doivent admettre le rôle qui lui revient. L'unité majoritaire ne doit pas être l'allié de la complaisance partagée. A cet égard, le dilemme qui salue le premier vote du groupe R.P.R. sur le « T.V.A. européenne » donne à penser que la tâche sera rude.

Un signe de contradiction

Le premier, c'est que M. Chirac est, et demeure, pour d'innombrables gaullistes, un signe de contradiction : d'avoir été, au cours de l'année 1974, le plus grand commun diviseur des gaullistes, d'avoir été l'heureux vainqueur du scrutin du 14 décembre, ne saurait lui fournir une légitimité de substitution.

doctrines communes pour imposer son image aux générations nouvelles.

Car il faut toujours revenir à l'essentiel : le gaullisme n'est ni une simple attitude, ni un recueil de recettes, mais un ensemble de principes animant un combat permanent pour l'indépendance et la justice. Aussi convient-il d'être net : si l'unité du mouvement gaulliste doit un jour se réfaire, ce que nous souhaitons vivement pour notre part, elle ne pourra se réaliser autour du chef du R.P.R. ; elle imposera le recours à un autre, ou à d'autres rassembleurs.

Exercer enfin le pouvoir de contrôle

Est-on forcément suspect de vouloir retourner au régime des partis lorsqu'on souhaite que la représentation nationale puisse, plus adéquatement, s'exprimer librement ? Est-il, par exemple, réellement indispensable que le gouvernement recoure au vote bloqué quand il présente un projet de loi ?

Exercer enfin le pouvoir de contrôle

Est-on forcément suspect de vouloir retourner au régime des partis lorsqu'on souhaite que la représentation nationale puisse, plus adéquatement, s'exprimer librement ? Est-il, par exemple, réellement indispensable que le gouvernement recoure au vote bloqué quand il présente un projet de loi ?

Exercer enfin le pouvoir de contrôle

Est-on forcément suspect de vouloir retourner au régime des partis lorsqu'on souhaite que la représentation nationale puisse, plus adéquatement, s'exprimer librement ? Est-il, par exemple, réellement indispensable que le gouvernement recoure au vote bloqué quand il présente un projet de loi ?

Exercer enfin le pouvoir de contrôle

Est-on forcément suspect de vouloir retourner au régime des partis lorsqu'on souhaite que la représentation nationale puisse, plus adéquatement, s'exprimer librement ? Est-il, par exemple, réellement indispensable que le gouvernement recoure au vote bloqué quand il présente un projet de loi ?

Exercer enfin le pouvoir de contrôle

Est-on forcément suspect de vouloir retourner au régime des partis lorsqu'on souhaite que la représentation nationale puisse, plus adéquatement, s'exprimer librement ? Est-il, par exemple, réellement indispensable que le gouvernement recoure au vote bloqué quand il présente un projet de loi ?

Pourquoi cette frénésie ?

par GILBERT GRANDVAL (*)

DANS l'action travailliste du 31 octobre, Elle - Jacques Chirac a rapatrié les réserves qu'il avait accumulées depuis deux ans, et bien avant le R.P.R., l'Union travailliste a formulé à l'égard de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée de la Communauté économique européenne. Puis, constatant que le

R.P.R. et son président avaient renoncé à mettre en œuvre les moyens constitutionnels dont ils disposaient pour empêcher cette élection, et prenant acte des différentes prises de position du premier ministre, il conclut : « Et les toutes récentes déclarations de Raymond Barre - qui fut envoyé siéger à Bruxelles par

le général de Gaulle - nous donnent à penser que le chef du gouvernement - et donc le chef de l'Etat dont il émane, - a conscience de la justesse de nos observations et qu'il s'efforcera de ce que soient respectés l'indépendance de l'Europe et le droit de ses peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Depuis lors, il y a eu la réunion de presse du 21 novembre au cours de laquelle le président de la République a tenu sur l'Europe des propos dont la netteté devrait, écrits-nous, épuiser définitivement ceux qu'inquiètent les conséquences de la prochaine élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel.

Nous avons eu connaissance, par la suite, de l'allocution prononcée par Raymond Barre lors de l'ouverture des travaux de la session nationale de l'Institut des hautes études de défense nationale. Le plus sûr et le plus sûr défenseur de notre indépendance nationale et de celle de notre défense ne saurait émettre la moindre réserve à l'égard des propos du premier ministre.

Alors, pourquoi cette frénésie ? Tout simplement parce que, dix jours plus tard, Jacques Chirac n'a qu'un but : se mettre sur orbite en vue de la prochaine élection présidentielle. Cela explique sa manœuvre sur l'U.D.R. le 14 décembre 1974 et sa transformation ultérieure en R.P.R. dont les statuts et l'organisation en font le maître absolu, et son départ triomphant et bien peu gaullien de Matignon en août 1978.

Cela donne également tout son sens à l'intensité de sa campagne électorale qui, pour bénéficier qu'elle fut pour le parti, n'en visait pas moins essentiellement à développer sa cote personnelle dans l'éventualité, très probable à l'époque, d'un succès de la gauche provoquant, à terme sans doute rapproché, la vacance de l'Élysée et lui en entrebâillant la porte.

Advertisement for CASIO calculators. Text: 'mon premier est mon deuxième est mon troisième est... mon tout est une CASIO CC-81'. Includes image of a calculator and 'offrez-la en cadeau!'.

Text block containing political commentary and analysis related to the main article.

Text block containing political commentary and analysis related to the main article.

Advertisement for 'La production pétrolière est à nouveau très basse'. Includes image of an oil rig and text: 'En présence d'un comportement à ce point irresponsable, on ne peut que trembler pour la France à la pensée que les hasards de la politique et l'irréflexion de nombre d'électeurs puissent un jour hisser Jacques Chirac à la fonction suprême...'.

Iran L'ayatollah Montazeri souhaite un dialogue avec le monde chrétien

L'ayatollah Montazeri, de Qom, qui a passé plus de cinq ans en prison, se trouve actuellement à Paris où il est venu consulter l'ayatollah Khomeiny...



(Dessin de CHERNEZ)

La police politique compterait quatre mille agents et cinquante mille informateurs

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Dans les aéroports, un groupe de journalistes étrangers passe difficilement inaperçu. Dès qu'il les voit, un homme en civil s'approche et écoute attentivement leur conversation...

Bien que le chah ait remplacé cet été le général Nemsollah Nassiri, et a dirigé le Savak d'une main de fer pendant douze ans, par le général Nasser Moghadam, dont tout le monde s'accorde à dire qu'il est infiniment plus fin et plus cultivé que son prédécesseur...

La Savak compterait quatre mille agents et cinquante mille informateurs appointés, sans compter les « bénévoles » qui le renseignent dans l'espoir de favoriser leur avancement...

C'est en 1967 que le C.I.A. a contribué à créer la Savak avec l'aide d'une vingtaine d'officiers à la retraite qui avaient suivi un entraînement spécial aux Etats-Unis...

La production pétrolière est à nouveau très basse

La production pétrolière de l'Iran a de nouveau fortement décliné après les graves perturbations sur les champs et dans les raffineries. Officiellement elle a été, le lundi 25 décembre, de 1,7 million de barils, alors qu'en temps normal elle dépasse 5 millions de barils...

Syrie Le régime fait face à un large mouvement de mécontentement

Correspondance

Damas. — Depuis juillet dernier, trois vagues successives de mutations, touchant quelque quatre cent cinquante officiers, ont sensiblement modifié la hiérarchie militaire syrienne...

Par ailleurs, une épurée des cadres du parti Baas au niveau du commandement des différents « branches » dans le pays a été parallèlement menée, toujours au bénéfice de la « ligne Rifaat El Assad »...

Enfin, l'ayatollah ne cache pas sa déception quant à la réaction du cardinal Marty au message de l'ayatollah Khomeiny et adressé aux chrétiens à l'occasion de Noël pour leur demander leur soutien...

PAUL BALTA.

APRÈS L'ÉCHEC DES CONSULTATIONS DE BRUXELLES

Le président Sadate rejette sur M. Begin la responsabilité de l'impasse

« La paix interviendra tôt ou tard », a réaffirmé lundi 25 décembre M. Sadate dans une interview à la télévision égyptienne à l'occasion de son soixantième anniversaire...

De notre correspondant

Le Caire. — Aux yeux d'un humoriste égyptien, le plus grand échec de 1978 n'a pas été le papier sur lequel on a signé la paix au Proche-Orient...

Quant aux docteurs de l'islam, certains d'entre eux s'anathématisent aujourd'hui mutuellement en invoquant leurs propres consultations (fatouas). Les uns excipent d'une fatoua de l'époque mouslimane interdisant aux musulmans, sous peine de schisme...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Advertisement for 'Jean Orioux. Une biographie du Limousin.' by Flammarion. The ad includes a photo of the author and the book cover, and text describing the biography's content and price.

Une réhabilitation nécessaire

Vertical text on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.

fronésie ?

صكنا من الأصل

PAKISTAN : l'ombre de M. Bhutto

I. — La vie politique en suspens

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

Islamabad. — « Derrière ces murs blancs, c'est la prison centrale ; là où est détenu M. Bhutto. Il n'en sortira pas vivant », assure le chœur de taxi entrant dans Rawalpindi, ville garnison, jumelle d'Islamabad, la capitale administrative. Le palais où l'ancien premier ministre, admirateur de Napoléon, fut chassé par son successeur, le général Zia-Ul-Haq, « administrateur en chef de la loi martiale », ne se trouve qu'à quelques centaines de mètres. Bien qu'il dispose d'une « suite » de plusieurs cellules, M. Bhutto, condamné à mort par la Haute Cour de Lahore pour avoir, selon l'accusation, ordonné l'assassinat d'un adversaire politique, a dénoncé véhémentement les conditions de sa détention et la surveillance dont il est l'objet.

L'affaire Bhutto continue d'hypothéquer toute la vie politique et économique nationale. La Cour suprême du Pakistan, qui a examiné depuis le mois de mai l'appel interjeté par le condamné, devait rendre son jugement en août, puis en septembre, en octobre. Elle ne le fera finalement pas avant le mois de janvier. En faisant ainsi traîner les choses, les autorités ont permis à la loi martiale, nommée les membres de la plus haute juridiction du pays (1) — montent moins de maréchal qu'une certaine hésitation.

Les vœux exprimés par le pays disposent de quelque influence auprès d'Islamabad — y compris le renversement de son régime — même sens : épargner la vie d'une personnalité hors de pair qui, de 1971 à 1977, a tout de même beaucoup fait pour son pays. La conduite à la potence serait à coup sûr provoquer une explosion populaire peut-être incontrôlable.

« Si la Cour suprême se prononce en faveur d'un acquiescement à l'acquiescement », a-t-elle confirmé la condamnation à mort, je prendrai ce salut », a-t-il dit le général Zia-Ul-Haq, à l'hebdomadaire britannique *The Observer*. Le procureur a estimé « parfaitement correct et conforme à la loi » le jugement de la Haute Cour, pour-

tant entaché d'irrégularités flagrantes (voir le *Monde* des 21-22 mai, 1^{er} juin et 19 août).

Quel que soit le verdict final, le pouvoir, qui a accusé aussi M. Bhutto de fraude fiscale, fournira toujours des charges pour le maintenir en prison, car le castron infligé au « leader du peuple » fait partie d'une opération destinée à écarter, sinon à éliminer, sa formation, le Parti populaire pakistanais, qui a deux reprises, en 1970 et en 1977, remporté avec une large majorité, les élections générales. La répression, menée de façon systématique, relève du plus grand arbitraire : condamnation à mort, désqualification de parlementaires et arrestations de milliers de militants du P.P.P. ; mise en résidence surveillée de la femme (2) et de la fille de M. Bhutto, qui ont repris le flambeau du parti ; censure imposée à ses publications, sous prétexte que leurs commentaires constituent « une menace pour la paix et la tranquillité du pays ».

« Le pays a jamais connu un gouvernement aussi peu représentatif, réactionnaire et incompetent », souligne un observateur californien. Rarement en tout cas, un gouvernement militaire n'avait paru aussi peu conscient des priorités et aussi dépourvu d'imagination politique.

Le général Zia-Ul-Haq continue néanmoins de présenter l'image d'un personnage sûr de lui et satisfait. « La présidence de la République ne me prendra que quelques heures par semaine », a dit l'administrateur en chef de la loi martiale et chef d'état-major des forces armées. Certes, son accession à la charge suprême ne faisait que confirmer un état de fait, mais elle a eu lieu, le 16 septembre, presque à la dérobade dans un climat de malaise. Le nouveau président ayant affirmé qu'il ne briguerait pas cette fonction et fait fuir pour accéder. Le président sortant, M. P.-E. Chaudhry, avait été élu par le Parlement d'après le régime militaire — mais il était resté en fonctions depuis le coup d'état — où le P.P.P. était majoritaire, et choisi en fait par M. Bhutto. Il aurait pu avoir à se prononcer sur une éventuelle demande de grâce de l'ancien premier ministre. S'il n'a pas prolongé son mandat à l'expiration de celui-ci, c'est à la fois pour des raisons morales et politiques : car il a voulu se désolidariser d'un gouvernement qui a fait, en dépit de ses mises en garde, de fréquentes entorses à la Constitution, notamment en décidant de créer un électoral pour les minorités non musul-

manes.

« Jinnah, le fondateur du Pakistan, nous fait remarquer un universitaire, *pourquoi que ce pays soit le refuge des musulmans de l'Asie du Sud, restant la domination hindoue, mais il n'entrevoit pas d'accorder un statut particulier aux chrétiens ou aux parsi souhainis et yvire.* »

Islam restait le principal élément, « l'idéologie » comme il est souvent dit, sans plus de portée que celle des musulmans et d'immigrants (originaux de l'actuelle Inde).

Par le passé, la religion fut souvent invoquée — sous prétexte notamment de la loi — avec l'Inde laïque mais à dominance hindoue — pour perpétuer la dictature militaire et bureaucratique et une politique économique et sociale conservatrice. Elle a servi à maintenir le peuple dans l'obscurantisme. Jamais, cependant, les régimes du maréchal Ayub Khan (1968-1973) et du général Yahya Khan (1968-1971) ne s'étaient posés en propagandistes de la loi. Or c'est ce que fait actuellement le général Zia-Ul-Haq. Certains expliquent son attitude par le fait qu'il est très proche du mouvement jamaat-islami. Ce n'est pas par simple opportunisme mais il a appelé les représentants sés de l'intégrisme le plus rigide à partager le pouvoir.

C'est seulement, précisaient récemment le chef de l'Etat, qui veut établir avec l'« approbation d'Allah » un « ordre islamique » encore mal défini, en entraînant nos aspirations islamiques, le sentiment d'appartenir à une nation musulmane, que nous pouvons réaliser notre destinée.

« Ce conseil de l'idéologie islamique » et fait appel au conseiller du roi Khaled d'Arabie pour les affaires religieuses pour mettre la législation nationale à l'unisson de la loi coranique.

Au gouvernement, les intégristes occupent des postes culturels « clés » (Information, Justice) et ils y font sentir leur influence. Sans doute, ce qu'ils proposent ou ordonnent représente-t-il une caricature de l'islam. (Le général Zia-Ul-Haq dit cependant que la

flagellation publique des détenus relève plus de ses propres initiatives que des textes sacrés. Ainsi assisté-t-on à une reprise en main morale de la population, touchant en particulier la femme. Les présentatrices de télévision sont invitées à dissimuler leurs bras et leurs jambes et à se couvrir les cheveux ; plus de poses aguichantes non plus sur les journaux et magazines. Le ministre de l'Information demande aussi que la danse, « legs de la société satanique hindoue », soit bannie du pays éternel. Même les centres culturels étrangers sont priés de soumettre leurs films à la censure. Les mollahs des prêches — en panalton blanc et lunettes noires — ont jusqu'à reprocher récemment au président de ne pas respecter à la lettre le Coran, en inaugurant une exposition d'art contemporain.

Le zèle religieux commence à susciter des affrontements dogmatiques entre différentes sectes tandis que la droite religieuse militante a remporté plus de voix que le courant proche du P.P.P. ces derniers temps, dans plusieurs élections universitaires.

Du fait de sa « raison d'être » islamique, le Pakistan connaît ainsi des poussées d'intégrisme, chaque fois qu'il est à la recherche de lui-même. Mais cet intégrisme est plus particulièrement, aujourd'hui, une réaction au « bric à bric » qui fit froid dans le dos de la bourgeoisie possédante et aux milieux traditionalistes, et dont l'échec autorise ses adhérents à réclamer la mise à l'agenda de réformes sociales et de tentatives de modernisation ; échec d'un parti dominant laïc, reposant sur une seule personnalité. Malgré son énorme popularité et sa grande intelligence, M. Bhutto n'est pas parvenu à engager son pays de façon irrévocable sur la voie du progrès. Il a lui-même, par ses abus, provoqué la réaction des conservateurs.

Celle-ci va-t-elle, à son tour, en raison également de ses excès, préparer le terrain à un retour à une « radiocastion » de forces socio-politiques que l'ancien premier ministre voulait conduire d'une personnalité laïc précisément contenir, sinon « récupérer » ? A la mi-septembre,

l'ancien président Chaudhry sur la façon dont la Constitution est appliquée. Le responsable de l'armée de l'air le général Zulfikar, qui n'était pas en faveur du régime, a également fait valoir ses droits à la retraite ; il a été remplacé par un officier proche, comme le général Zia-Ul-Haq, du mouvement religieux Jamaat-Islami. Enfin, le général Ghisli, qui faisait figure d'émancipé grâce et qui aurait voulu imposer une dictature militaire, s'est effacé après l'entrée au gouvernement de personnalités politiques. Mais il reste commandant de l'importante garnison de Rawalpindi.

Ces desseins, qui soulignent la perte d'influence du conseil militaire, le haut appareil dirigeant constitué au lendemain de l'élection de M. Bhutto, l'incertitude sur le sort de l'ancien premier ministre et ses conséquences, la plongée dans l'obscurantisme, l'hebdomadaire *Vieupoint* — « une atmosphère suffoquée, et les citoyens sérieux montrent une inquiétude croissante sur l'avenir du pays et même de sa viabilité politique ».

Prochain article :
LES RETOMBÉES DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE

Une reprise en main morale

Le mouvement pouvant prendre l'ampleur de celui qui, en 1977, porta le pays au bord de la guerre civile et déboucha finalement sur le renversement du régime autoritaire de M. Bhutto, le président promet une fois encore, en vue de la désamorce, des élections « entre mars et décembre 1979 ». Il est en fait, à ce stade, jamais le pouvoir n'avait été transmis de façon pacifique au Pakistan, et qu'il tenait à « donner l'exemple », « l'administrateur en chef de la loi martiale » n'en est pas à une contradiction ou à une volte-face près, au point que l'abréviation de sa fonction (J.M.A. en anglais) est fréquemment traduite par « Cancel my last announcement » (« Annulez mon dernier avis »). « Qu'on l'aime ou non, que cela soit constitutionnel ou non, le pouvoir sera toujours tenu par l'homme qui siège à la tête de l'état-major de l'armée », a-t-il déclaré.

Après avoir affirmé que l'avait nommé à ce poste, le général avait promis des élections « dans les quatre-vingt-dix jours ». Mais il fit reporter à plusieurs reprises l'échéance. « A sa nouvelle promesse est assortie de restrictions qui en disent long sur ses réelles intentions, puisque, simultanément, une ordonnance envisage l'interdiction de tout mouvement s'opposant à l'intégrité ou à la souveraineté, à l'intégrité ou

à la sécurité du Pakistan, à la morale ou au maintien de l'ordre public », ou, enfin, recevant des fonds de l'étranger. A la vérité, toutes les formations qui ne partagent pas actuellement le pouvoir avec les militaires, mais en particulier le P.P.P. et celles qui revendiquent l'autonomie pour les différentes « nationalités » du pays, pourraient tomber sous le coup de telles dispositions.

Cette dernière initiative ne représente finalement qu'un aspect de ce que l'hebdomadaire progressiste *Vieupoint* appella « le processus de régression » politique. Apparaissant, le régime a interdit les réunions publiques et même les conférences de presse des dirigeants de formations autres que leur président, créé un collège électoral séparé pour les minorités non musulmanes, passé au peigne fin les antécédents de ses adversaires, pour tenter de réunir des charges contre eux pouvant conduire à leur élimination. Et s'il a relâché les journalistes qui, pendant plusieurs mois, avaient été arrêtés — et parfois fusillés — pour avoir protesté contre les atteintes aux libertés de la presse, c'est notamment parce que l'un des meneurs de la contestation, M. Banna, président de l'Union fédérale pakistanaise des journalistes, qui avaient entrepris une grève de la faim, se trouvait dans un état critique.

Certes, cette politique rétrograde porte la marque des forces qui, depuis juillet, apportent ouvertement leur soutien aux militaires. Il s'agit de membres du Jamaat-Islami (le Mouvement islamique) de la Ligue musulmane et du Jamaat-Ul-Qaïma, représentant les tendances les plus conservatrices et obscurantistes de l'Alliance nationale

A TRAVERS LE MONDE

- Cambodge**
 - LE VIETNAM serait l'instigateur du meurtre du professeur Malcolm Caldwell le *Monde* du 26 décembre) à Phnom-Penh, a laissé entendre, mardi 26 décembre, le ministre cambodgien A.P.K. capés à Bangkok. L'agence a accusé « les agresseurs vietnamiens armés », et de toutes sortes de manœuvres pour détruire le Cambodge démocratique ». « Ce meurtre, a-t-elle ajouté, est un crime politique commis par l'ennemi de la révolution cambodgienne opposé à ce que les amis sincères du Cambodge démocratique, à travers le monde pussent faire connaître ses succès. En fait, l'ennemi de la révolution cambodgienne voulait faire taire le professeur Caldwell ».
- Rwanda**
 - LE GENERAL JUVENAL HABYARIMANA, élu dimanche 24 décembre, président de la République du Rwanda à une majorité de 98,99 % des voix. — (A.F.P.)
- Tchécoslovaquie**
 - QUELQUE DEUX CENTS PERSONNES observent un jeûne de trente heures pour manifester leur soutien aux défenseurs des droits de l'homme, et notamment à l'un des porte-parole de la Charter 77, Jan Sabata, détenu par la police, et à tous les autres qui se trouvent en prison. — (Reuter.)
- Gabon**
 - M. ET Mme GISCARD D'ESTAING et leurs enfants ont passé la nuit de Noël à Seté-Cam, localité de la côte sud-ouest du Gabon.
- Hongkong**
 - DES CONVERSATIONS ont eu lieu, lundi 25 décembre, entre les autorités de Hongkong, d'une part, le capitaine du cargo *Huey-Pong*, ancré au large de la colonie britannique avec deux mille sept cents Vietnamiens à bord, et deux représentants de ces réfugiés, d'autre part, indique l'A.F.P. Les autorités de Hongkong ont refusé d'accueillir le cargo battant pavillon panaméen de nouveau signifié au capitaine et aux représentants des réfugiés que le navire devait gagner sa destination initiale, Kaohsiung, au sud de Taiwan, dont est originaire son propriétaire. Le capitaine a affirmé avoir reçu les réfugiés, le 19 décembre, au large des côtes du Vietnam. Ceux-ci auraient menacé de le tuer s'il tentait de lever l'ancre. — (A.F.P., A.P.)
- Vietnam**
 - LE DERNIER INCIDENT, samedi 23 décembre, à la frontière sino-vietnamienne, a fait douze morts, trois parmi les « envahisseurs » vietnamiens et neuf parmi les miliciens et civils chinois, a affirmé le 25 décembre, le journal chinois nouvelle. Pour la première fois, Pékin a menacé Hanoi d'un « châlliment » et fait état d'une « contre-attaque » chinoise. De son côté, la presse vietnamienne a indiqué que deux fusillades entre soldats chinois et miliciens vietnamiens avaient eu lieu, le 23 décembre, dans la province de Cao Lang où, d'autre part, quatre garçons avaient été enlevés le même jour après être tombés dans une embuscade tendue par les forces chinoises. — (A.F.P.)

Promesses d'élections

Le mouvement pouvant prendre l'ampleur de celui qui, en 1977, porta le pays au bord de la guerre civile et déboucha finalement sur le renversement du régime autoritaire de M. Bhutto, le président promet une fois encore, en vue de la désamorce, des élections « entre mars et décembre 1979 ». Il est en fait, à ce stade, jamais le pouvoir n'avait été transmis de façon pacifique au Pakistan, et qu'il tenait à « donner l'exemple », « l'administrateur en chef de la loi martiale » n'en est pas à une contradiction ou à une volte-face près, au point que l'abréviation de sa fonction (J.M.A. en anglais) est fréquemment traduite par « Cancel my last announcement » (« Annulez mon dernier avis »). « Qu'on l'aime ou non, que cela soit constitutionnel ou non, le pouvoir sera toujours tenu par l'homme qui siège à la tête de l'état-major de l'armée », a-t-il déclaré.

Après avoir affirmé que l'avait nommé à ce poste, le général avait promis des élections « dans les quatre-vingt-dix jours ». Mais il fit reporter à plusieurs reprises l'échéance. « A sa nouvelle promesse est assortie de restrictions qui en disent long sur ses réelles intentions, puisque, simultanément, une ordonnance envisage l'interdiction de tout mouvement s'opposant à l'intégrité ou à la souveraineté, à l'intégrité ou

à la sécurité du Pakistan, à la morale ou au maintien de l'ordre public », ou, enfin, recevant des fonds de l'étranger. A la vérité, toutes les formations qui ne partagent pas actuellement le pouvoir avec les militaires, mais en particulier le P.P.P. et celles qui revendiquent l'autonomie pour les différentes « nationalités » du pays, pourraient tomber sous le coup de telles dispositions.

Cette dernière initiative ne représente finalement qu'un aspect de ce que l'hebdomadaire progressiste *Vieupoint* appella « le processus de régression » politique. Apparaissant, le régime a interdit les réunions publiques et même les conférences de presse des dirigeants de formations autres que leur président, créé un collège électoral séparé pour les minorités non musulmanes, passé au peigne fin les antécédents de ses adversaires, pour tenter de réunir des charges contre eux pouvant conduire à leur élimination. Et s'il a relâché les journalistes qui, pendant plusieurs mois, avaient été arrêtés — et parfois fusillés — pour avoir protesté contre les atteintes aux libertés de la presse, c'est notamment parce que l'un des meneurs de la contestation, M. Banna, président de l'Union fédérale pakistanaise des journalistes, qui avaient entrepris une grève de la faim, se trouvait dans un état critique.

Certes, cette politique rétrograde porte la marque des forces qui, depuis juillet, apportent ouvertement leur soutien aux militaires. Il s'agit de membres du Jamaat-Islami (le Mouvement islamique) de la Ligue musulmane et du Jamaat-Ul-Qaïma, représentant les tendances les plus conservatrices et obscurantistes de l'Alliance nationale

RICH AND LIGHT

(Riche et léger.)

GOLD TOBACOS 8,0 mg

NICOTINE 0,45 mg

(Teneurs moyennes par cigarette.)



صكنا من الأصيل

Réveillez-vous en Fourrure

Toutes les merveilles
Collections 79...

AUX FOURRURES DU NORD

Des milliers de manteaux

réalisés dans les plus belles pelletteries du monde, avec label d'origine : (vison Black Diamond, Blackglama, Emba, Saga, Majestic, Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, Castor, Ragondin Marmotte, Rat d'Amérique, Murrel, Opossum, Mouton doré, Agneau Toscane, etc...)

Des créations de Nina RICCI LANVIN, André SAUZAIE, Ted LAPIDUS, GROSVENOR (Canada)

DES PRIX Sensationnels!

COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX			
Lapin naturel	1850 f	Opossum	4250 f
Lapin fantaisie	2250 f	Ragondin	4250 f
Flanc de Marmotte	2250 f	Patte de Guanaco	4850 f
Patte Chevrete	2250 f	Astrakan russe pleine peau	4850 f
Chinayo	2350 f	Rat d'Amérique	5450 f
Ragondin morceaux	2450 f	pestal-ranch-dark	6450 f
Patte d'Astrakan	2650 f	Loup des Andes	5450 f
Hamster	3250 f	Ragondin col Renard	5750 f
Toscane	3250 f		
		VESTES	
Lapin naturel	1150 f	Coyote	3850 f
Chevrete marron	1250 f	Loup Texas	3850 f
Agneau Toscane	1850 f	Astrakan marron	4850 f
toutes couleurs		Vison et cuir	5850 f
		Murrel	5850 f
		Zorinos	6250 f
		Queue de Vison	6450 f
		Astrakan Swakara	6750 f
		Marmotte	9250 f
		Astrakan Swakara qualité supérieure col Vison	9750 f
		Loup du Canada	11750 f
		Vison pastel	6250 f
		Renard bleu	6750 f
		Renard roux	6850 f
		Vison allongé pastel	8750 f

COLLECTION-VISON

MANTEAUX			
Vison pleine peau	6750 f	Vison ranch	14750 f
Vison dark	8750 f	Vison Tourmaline	15250 f
Vison dark allongé	12850 f	Vison demi bull	17250 f
Vison pastel	14750 f	Vison Blackolema	17250 f
		Vison Black Diamond	22750 f
		Vison Blackglama	38750 f
		Vison Lunarine	38500 f
		col Zibeline	42750 f

MANTEAUX LONGS ET CAPES DU SOIR

MANTEAUX		CAPES	
Chinchilla	47500 f	Vison Black Diamond	38500 f
Vison blanc	45000 f	Vison Blackglama	36750 f
Vison Koh i noor	54500 f	Chinchilla	65000 f
		Zibeline	115000 f
		Astrakan Braitschwanz et Vison blanc	32750 f

Service après vente
Les plus larges facilités de paiement
Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h sans interruption, sauf Dimanche

115 à 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
près Gare du Nord



100, Av. Paul-Doumer
(angle rue de la Pompe)
PARIS 16^e métro Muette

مركزنا من الأصيل

société

ÉDUCATION

L'UNEF traverse une période difficile

Trois fois reporté, le congrès de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF)...

est renforcée ces derniers mois. L'autre, interne, de militants du CERES et de la Ligue communiste révolutionnaire...

POINT DE VUE

Un toit pour tous les étudiants

L'IDEE qu'il faut lutter et progresser considérablement. Parallèlement — élément déterminant de cette maturation...

par PAUL ROBEL (*)

qu'il s'agit du seul moyen dont dispose un étudiant pour faire connaître son point de vue à l'ensemble de ses camarades...

Car une foule de petites choses, le plus souvent à l'insu des responsables de l'UNEF, remettent en cause l'indépendance syndicale...

L'UNEF est encore trop une organisation de communistes, qui composent la très grande majorité des responsables, à tous les niveaux...

L'indépendance syndicale Pour le pouvoir, tout progrès de l'UNEF, de l'organisation des étudiants en son sein, représente un réel danger...

Charge de gérer, par l'intermédiaire, les personnels du contingent depuis le recensement jusqu'à l'appel sous les drapeaux...

Le recensement de ces spécialités et leur affectation sont décidés au niveau national.

Le recensement de ces spécialités et leur affectation sont décidés au niveau national.

Le recensement de ces spécialités et leur affectation sont décidés au niveau national.

Le recensement de ces spécialités et leur affectation sont décidés au niveau national.

*) Membre du bureau national de l'UNEF, Membre du parti communiste.

La formation continue à l'INSA de Lyon

Lyon. — L'Institut national des sciences appliquées de Lyon (INSA) a été autorisé par un arrêté du 28 avril 1978 à délivrer des diplômes d'ingénieur...

n'obtiennent leur diplôme qu'en juillet 1979. Néanmoins, après les examens de juillet 1978 — nu étudiants issus des entreprises et étudiants en formation initiale ont subi les mêmes épreuves...

Techniciens et étudiants dans le même «amphi»

Le pari dans cette affaire était de mettre des techniciens supérieurs, chefs d'atelier, conducteurs de travaux, etc., au niveau des étudiants de la formation initiale...

psychologiques et économiques. Songe-t-on que presque tous les étudiants sont mariés, père de famille pour la plupart...

Quels moyens ont été mis en œuvre pour parvenir à cet objectif ? An niveau du recrutement, on cherche une certaine « homogénéité minimale » dans la formation de base...

Des subventions de conseil général Le refus qu'ils ont essayé — à de rares exceptions près — lorsqu'ils sollicitaient un congé de formation les a contraints à démissionner...

Le cycle terminal (deux ans, correspondant aux quatrièmes et cinquièmes de l'enseignement technique) débute par un semestre d'enseignement spécifique...

Ce succès n'efface pas totalement cependant les difficultés rencontrées par les candidats à cette formation.

DÉFENSE

Environ 30 % des appelés occupent dans les armées un emploi qui correspond à leur métier d'origine

Un appelé sur quatre — très exactement 27 % du contingent — occupe dans les armées, durant son service national, un emploi qui correspond à son métier d'origine.

à l'effort d'honorer les besoins exprimés. On considère qu'en moyenne un appelé sur quatre ou un appelé sur cinq, selon les circonstances, peut exercer ses connaissances professionnelles au cours de son service.

C'est ce qui ressort de la lecture de diverses publications récentes du ministère de la défense, consacrées à un service national, où il est fait notamment observé qu'en raison des différences profondes entre emplois civils et militaires...

Ces emplois représentent schématiquement les deux tiers des effectifs affectés, et des deux tiers de corps qui demeurent maîtres des affectations à l'intérieur de la formation militaire qu'il commandent.

Un déplacement vers l'est

On observe, du reste, que la simplification de la mise en œuvre de certains matériels permet de confier des armes à des personnels après une période limitée d'apprentissage...

à l'est. Cela signifie que, dans la mesure où l'emploi d'origine est exercé, il est exercé dans la région géographique où l'appelé a été recruté.

Le recensement de ces spécialités et leur affectation sont décidés au niveau national.

Le recensement de ces spécialités et leur affectation sont décidés au niveau national.

Advertisement for 'Le Monde Diplomatique' magazine, featuring the headline 'bruits MESURES GRATUITES... VERS UNE BAISSE IMPORTANTE DES NIVEAUX SONORES'.

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Libres opinions

L'asservissement de la recherche en sciences sociales

par PAUL-HENRI CHOMBART DE LAUWE (*)

Au moment où les universités sont méprisées par ceux mêmes qui sont chargés de les défendre, au moment où la recherche publique dans son ensemble risque d'être bradée au bénéfice des entreprises privées, il est un secteur-clé où l'enjeu est particulièrement clair : celui des sciences sociales. Il importe que tous les citoyens aient des consciences d'un tel mépris. Il ne s'agit plus de la signification et des conséquences d'un tel mépris, de sorte de moyens de recherche, d'organisation, de postes à défendre ou à créer, mais bien d'une conception de l'Etat et de la démocratie.

Situons bien le problème. Il serait facile d'accuser les chercheurs de vouloir se replier sur leur tour d'ivoire, sur le « Cité évangélique » comme diraient certains. Mais justement, c'est la responsabilité d'un certain qui a été parmi les tout premiers à s'engager dans des actions en matière d'urbanisme, de travail, d'éducation, de santé, de consommation, de développement. Nous avons sollicités de toute part, en France et à l'étranger. Nous avons passé des contrats avec de nombreux services. Nos travaux ont été largement utilisés et, dans certains cas, il aurait été avantageux d'en faire plus largement, par exemple à propos de l'urbanisme du quartier des Halles, des « grands ensembles », etc. Combien d'erreurs auraient pu être évitées ! Mais pour que la recherche reste une véritable recherche, pour que le découvertes reste possible, nous avons besoin de choisir nous-mêmes librement nos orientations.

La contrainte nécessaire pour assurer à deux niveaux : celui du projet, celui qui est admis ou rejeté par des spécialistes compétents sur des critères de recherche et pas seulement sur des critères de rentabilité, et celui des résultats au moment des publications.

En revanche, obliger des chercheurs à prendre des contrats qui ne correspondent pas à leur programme, déshabiller les chercheurs auprès des organismes publics ou privés, et le demande, aboutit à plus ou moins longue échéance à une destruction de la recherche. Si beaucoup de chercheurs américains nous envoient le Centre national de la recherche scientifique que l'on veut démanteler, c'est qu'ils en ont compris l'intérêt, alors qu'en France on nous cite l'Amérique en exemple pour justifier ce démantèlement.

Les procédés utilisés actuellement pour décourager les chercheurs des sciences sociales deviennent accablants. Les crédits, depuis plusieurs années, sont renouvelés en francs courants et non en francs constants, ce qui équivaut à une diminution de plus en plus accentuée. Le but était de pousser les laboratoires à rechercher des commandes à l'extérieur, les contrats devant combler le déficit. Mais les règles administratives nouvelles, les contrôles multiples, les rejets pendant des mois par les contrôleurs financiers des projets acceptés par les commissions scientifiques, l'impossibilité de régler le problème de nombreux hors-statut, font que les contrats reviennent souvent plus chers aux centres de recherche qu'ils ne leur rapportent, si bien que les chercheurs hésitent maintenant à prendre des contrats même s'ils vont dans le sens de leur programme (1).

Que signifie tout ce jeu ? La recherche en général, prétend-on, doit être rentabilisée à court ou à moyen terme, elle doit servir les entreprises privées par priorité. La recherche universitaire doit s'adapter à ces exigences. La recherche en sciences sociales n'est pas immédiatement utile ; de plus, elle est dangereuse car elle peut aboutir à critiquer l'action d'un ministère ou d'un gouvernement. Elle doit donc être limitée dans son développement et étroitement surveillée.

Ainsi, où en sommes-nous ? Cette crainte de la critique, cette défiance de la création, ce mépris des facteurs humains, comment cela s'appelle-t-il ? Il est beaucoup question dans le langage politique d'aujourd'hui de totalitarisme (de gauche, bien sûr, jamais de droite). Mais qui a pris dans l'histoire de telles mesures ? Où ont été conduits ceux qui les ont prises ? Qui osera répondre ?

Les chercheurs et les enseignants en sciences humaines, et plus particulièrement en sciences sociales, ont aussi leurs torts. Les querelles de disciplines, d'écoles, voire de chapelles sont connues. Mais, d'une part, les conditions imposées actuellement, les difficultés de crédit, de statut, de carrière, l'exploitation éhontée des vacataires pour remplacer un personnel titulaire et disposer, comme l'on dit les syndicats, d'un « vivier » de personnel utilisable en gré des autorités, ne facilitent pas les rapports humains et la détente dans le travail. D'autre part, les sciences humaines sont jeunes et cherchant leur voie. Il n'est pas étonnant qu'elles procèdent par tâtonnements, qu'elles aient des contradictions à surmonter. Mais toute recherche, toute création, toute innovation se fait dans la demi-obscurité. Les débats, les discussions, les divergences ont aussi une preuve de vitalité et de liberté.

Attention ! l'enjeu est trop important. Une conception technocratique de la recherche, renforcée par les possibilités encore incomplètement connues de l'informatique, qui tendrait soit à éliminer les sciences humaines, soit à les utiliser comme moyen de contrôle en les orientant vers l'étude des réactions de la population ou des décisions prises par des minorités au pouvoir, aboutirait tôt ou tard à un totalitarisme bureaucratique généralisé. Si ce danger n'enlève rien à la déclaration récente faite à propos de l'Université annonçant rétrospectivement une transformation, nous n'y croirons que le jour où des responsables politiques changeront complètement d'attitude, non seulement dans leurs discours, mais dans leurs actes. Sinon les universitaires et les chercheurs, conscients des risques courus, ne pourront plus accepter d'être traités comme des servants d'une machine à fabriquer des individus dociles pour une société de termites. Le pire, alors, peut arriver.

(*) Directeur du centre d'éthnologie sociale et de psychosociologie (Ecole pratique des hautes études), laboratoire associé au C.N.R.S.

(1) Sur toutes ces questions, les syndicats ont dressé un tableau accablant. Il n'est pas possible ici d'entrer dans tous les détails.

Une société italienne a mis au point le premier système global de contrôle de la traction automobile

L'automobile des prochaines années va profiter du développement extrêmement rapide des systèmes électroniques. Le Monde - du mai. L'allumage et l'alimentation du moteur, le multiplexage (1), la commande de la transmission et du circuit de freinage, le contrôle de l'éclairage nécessiteront, dans une première phase, l'installation de calculateurs spécifiques dont la multiplication anachronique n'est pas souhaitable. L'idée d'une boîte noire unique où aboutiraient tous les capteurs du véhicule et d'où partirait l'ensemble des ordres transmis aux organes fait son chemin.

Cette deuxième phase, caractérisée par l'apparition d'un véritable « cerveau » dont les compétences évolueront est

révolutionnaire : l'organisation générale du véhicule est bouleversée, sa conduite et ses performances diffèrent de ce que nous connaissons, et l'élaboration d'un système central électronique (donc très complexe) ne peut se concevoir sans un système complémentaire de diagnostic électronique où le rechange de modules a remplacé définitivement la notion obsolète de réparation.

L'enjeu est particulièrement important pour l'industrie automobile où surgissent actuellement, dans le monde entier, à certains postes-clés, des hommes venus d'horizons différents et capables de comprendre la thématique des systèmes électroniques et de développer les programmes en vue de leur application.

Les Américains ont, dans ce domaine, une avance confortable qui tient autant à l'importance de leurs départements de recherche qu'à l'urgence de satisfaire aux contraintes du plan Carter. L'Europe, sur la défensive, s'attache à conserver ses positions, et la création d'une clientèle captive - (concessionnaires et particuliers) liée aux principales marques par l'obligation d'utiliser des systèmes spécifiques d'après-vente n'est pas pour déplaire aux grandes firmes.

Il n'est donc pas surprenant qu'un fabricant d'équipements important, Magnetti Marelli, contrôlé par un constructeur (Fiat détient les deux tiers de son capital), ait présenté le premier système global de contrôle de la traction.

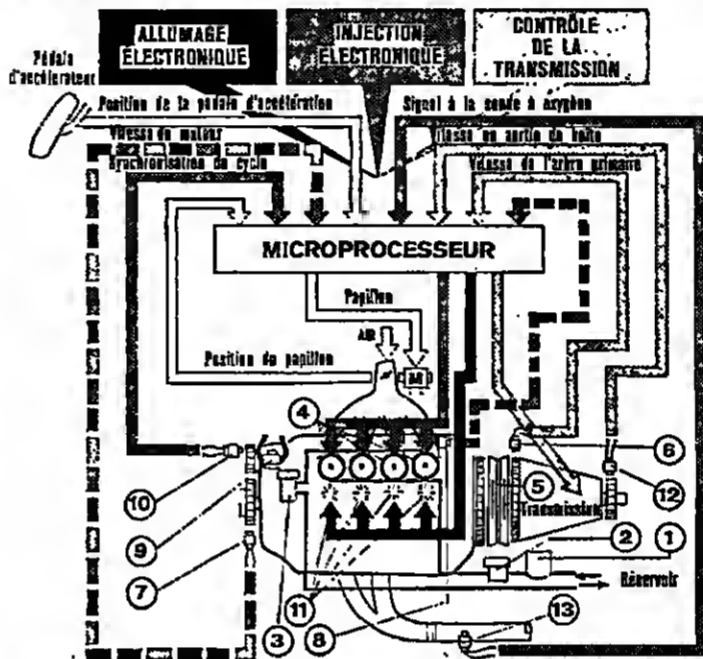
les plus courantes. Des progrès peuvent encore être faits pour le rendre plus performant. Mais, dans l'état actuel de l'expérimentation, des économies substantielles de carburant ont déjà été enregistrées lors d'essais où les régimes transitoires sont fréquents.

Ainsi, en circulation urbaine, le contrôle global de la traction laisse espérer des gains de 16 à 33 % par rapport aux véhicules conventionnels. Pourtant, la conduite d'un prototype n'est ni malle ni surprenante : elle s'apparente à celle des DAF.

Il reste désormais à perfectionner le système, pendant quelques années encore, pour passer au stade industriel. Il faut résoudre, en effet, les problèmes d'encombrement (mais la technologie des circuits progresse très rapidement), de fiabilité en grande série, de coûts... et habi-

luer la clientèle aux contraintes (notamment l'après-vente) du progrès. Il est certain que la commercialisation se fera par étapes successives - d'abord l'allumage, puis l'injection et le multiplexage, enfin le système global - mais, dans cinq ans ou moins, le contrôle centralisé de la traction aura conquis la rue.

MICHEL BERNARD.



1. Pompe électrique. — 2. Filtre d'essence. — 3. Régulation de la pression d'essence. — 4. Injecteurs électromagnétiques. — 5. Embrayage. — 6. Capteur de vitesse de l'arbre primaire. — 7. Capteur de vitesse au moteur et détection de point mort haut. — 8. Capteur de dépression de température de l'air et de moteur. — 9. Valve de régulation d'air. — 10. Capteur de température de l'air. — 11. Capteur de synchronisation de cycle moteur (sur axe rotor tournant à la vitesse N/2). — 12. Boîtes. — 13. Capteur de la vitesse finale de la transmission. — 14. Sonde de détection de l'oxygène dans le gaz d'échappement (document Magnetti-Marelli).

celles (c'est une adaptation du système développé par Magnetti Marelli pour la BMW M1). L'injection de carburant utilise les ultrasons pour la mesure du débit d'air, et la transmission est du type Van Doorne, à courroies et poulies extensibles (2), celle-là même qui animait les automobiles DAF. Le tout est contrôlé par un microprocesseur central pour lequel la volonté du conducteur n'est plus qu'une simple donnée, comme le vitesse du moteur ou la température de l'air.

Il n'y a plus d'action directe sur le moteur, toute demande de puissance est reçue, enregistrée, soumise, calculée, rationalisée pour « optimiser » la consommation et les performances. Le papillon des gaz (qui contrôle l'arrivée d'air dans le moteur) est commandé par la centrale électronique, et sa liaison mécanique avec la pédale d'accélérateur (qui n'est plus qu'un potentiomètre) a disparu.

Pourquoi ? Parce que l'homme abuse des régimes transitoires (les états intermédiaires entre deux allures stabilisées du moteur), et qu'un système, aussi perfectionné soit-il, sera toujours en retard sur les fantaisies du conducteur. Ainsi, lorsqu'on écrase la pédale d'accélérateur d'une automobile actuelle, le papillon s'ouvre totalement avec un léger retard et en apportant un maximum d'air aux cylindres. Mais le capteur de dépression et le débitmètre d'air qui commandent en partie l'allumage et l'alimentation ont une certaine inertie qui interdit une réponse simultanée. Il s'ensuit une perte de performance et d'énergie qui peut confiner au gâchis chez un pilote particulièrement énergique.

La solution s'impose : en supprimant la commande mécanique des gaz, on va contrôler totalement les régimes transitoires puisque chaque variation, même imperceptible, du papillon ordonnée par le calculateur s'ac-

compagne, au même moment, d'une variation programmée de l'avance à l'allumage, du débit de carburant... et du rapport de transmission.

Pour chaque véhicule, en effet, un diagramme des consommations minimales peut être dressé. A chaque régime du moteur correspond une puissance atteinte pour un angle déterminé de l'ouverture du papillon. Et à chaque puissance correspond une vitesse stabilisée ou une accélération qui dépend étroitement du rapport de transmission.

Pretons un exemple : la voiture mise en point par Magnetti Marelli roule à une vitesse moyenne stabilisée sur le plat. Toutes les données transmises au calculateur sont quasiment stables : vitesse du moteur, débit de l'air, température de l'air et de l'eau de refroidissement, vitesse de l'arbre primaire de la transmission et vitesse des roues. Pour économiser le carburant, le moteur tourne au régime idéal qui correspond à la puissance déterminée par la position de la pédale d'accélérateur, et le rapport de transmission est choisi le plus long possible par la centrale électronique.

Survient un obstacle qui doit être doublé rapidement : le pilote appuie plus fortement sur la pédale, la demande de puissance est transmise au calculateur, qui détermine aussitôt quatre données nouvelles (qu'il contrôle en permanence grâce aux différents capteurs) : l'angle d'ouverture du papillon, le débit des injecteurs, l'avance à l'allumage et le rapport de transmission pour que le moteur atteigne le plus rapidement possible son régime optimum, compte tenu de son inertie propre (qui fait partie des données stockées dans la mémoire centrale). Aussitôt après, les rapports vont s'allonger, selon une progression programmée, afin que le véhicule accélère jusqu'à la vitesse maximale possible au niveau de puissance déterminé par la pédale.

Il va de soi qu'un mode de variation continu des vitesses est préférable, même si le rendement de la transmission Van Doorne est particulièrement mauvais. A un changement discontinu des rapports tel que celui des boîtes des transmissions automatiques

AMPHORA Tabac à pipe de Hollande

The advertisement for Amphora tobacco features a central image of a pipe and a pack of Amphora tobacco. The pipe is a classic smoking pipe with a dark bowl and a long stem. The pack of tobacco is labeled 'AMPHORA' and 'DOUWE EGBERTS'. The text 'AMPHORA Tabac à pipe de Hollande' is prominently displayed at the top. Below the image, the text 'Amphora brun naturel' and 'Amphora rouge aromatisé' is written. A small logo with the letters 'DE' is visible at the bottom right of the advertisement.

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro de décembre

LA CHINE DES AMBITIONS

- Un dogme ébranlé (Jean Dubier).
- La charnière D'Avignon (Luceau).
- Les nouvelles vagues du développement (Patrick Tissier).

L'IRAN DU REFUS

صكزامن الأصل

La première installation industrielle de vitrification des produits radioactifs fonctionne depuis six mois à Marcoule

Depuis le 28 juin dernier fonctionne, au Centre d'études nucléaires de Marcoule (Gard), le premier atelier industriel de vitrification continue des déchets radioactifs.

Le retraitement, au cours duquel on récupère l'essentiel de l'uranium non brûlé et le plutonium produit, conduit en effet à l'obtention de liquides forte-

ment chargés en déchets dissous ou en suspension. La radioactivité de ces corps est très importante, et dégage une chaleur telle qu'il est nécessaire de placer ces solutions dans des réservoirs spéciaux, où elles sont constamment refroidies et agitées.

Un tel stockage ne peut être que provisoire, même s'il peut être prolongé pendant un petit nombre de dizaines d'années; il est en effet hors de question de compter garder de la sorte des produits dont le niveau de radioactivité restera potentiellement dangereux durant des centaines d'années.

solutions de stockage intermédiaire (à l'échelle de quelques dizaines d'années) ou définitives.

De l'avis de nombreux experts internationaux, la vitrification apparaît à ce jour comme une des solutions les plus prometteuses et la France, où les équipes du Commissariat à l'énergie atomique travaillent la question depuis plus de quinze ans, a une certaine avance dans ce domaine.

Le but de la vitrification, comme des autres procédés du même type étudiés, est de parvenir à « bloquer » les produits de fission et les traces de corps lourds, notamment l'uranium, le plutonium et les autres transuraniens que le retraitement n'a pas complètement éliminés.

Et leurs caractéristiques sont peu modifiées par le vieillissement.

Pour démontrer ce dernier point, les équipes de Marcoule ont réalisé des expériences de vieillissement artificiel soit en soumettant des verres à des flux d'irradiation importants, soit en y incluant de grandes quantités de produits radioactifs à durée de vie courte; en quelques semaines, ces verres reçoivent ainsi autant de rayonnements de toutes sortes qu'ils n'en recevront normalement en plusieurs siècles.

Les premières études, menées par le C.E.A., s'étaient portées sur des minéraux synthétiques cristallisés du type feldspathes ou mica artificiels. Très rapidement, elles butèrent sur une double difficulté: l'expérimentation montra qu'il faudrait mettre au point autant de matériaux cristallisés que de familles de corps à « fixer »; ce qui aurait posé, entre autres, de grands problèmes au niveau de la réalisation industrielle. De plus, de tels corps présenteraient, en dépit de leur durée intrinsèque, des surfaces d'échange avec l'extérieur très importantes (c'est par ces surfaces que se produira une éventuelle migration des atomes); il conviendrait donc de les réduire autant que possible.

La grande stabilité des verres s'explique notamment par le fait que les éléments à isoler, produits de fission et éléments lourds (actinides), ne sont pas englobés dans la matière; ils entrent véritablement dans sa composition. Deux installations pilotes réalisées à Marcoule, dénommées Gulliver (qui a fonctionné de 1961 à 1965) et Piver (de 1969 à 1973), ont permis de mettre au point des compositions de verres ad hoc.

Les verres que produit l'A.V.M., première installation fonctionnant en continu, incluent, dans leur composition, un tiers environ d'éléments venant des solutions à vitrifier; le reste est essentiellement constitué de silice et de borates, responsables de la formation du réseau vitreux. D'autres éléments (sodium et

calcium essentiellement) sont ajoutés; leur rôle consiste à « ouvrir » le réseau vitreux pour permettre l'intégration des corps étrangers.

L'A.V.M. est, relativement, une petite installation: la cellule centrale, où se déroulent les opérations principales, fait un peu plus d'une centaine de mètres carrés de surface au sol, sous une hauteur de 3 m. 50.

Toutes les huit heures

Dans un premier temps, la solution à vitrifier est amenée, en continu, à un débit d'environ 40 litres par heure, dans un « calcinateur » cylindrique légèrement incliné qui tourne à une vitesse de 30 tours par minute; le calcinat, qui reste après évaporation des produits volatils, s'écoule par gravité dans un four de fusion en métal, chauffé par induction, et maintenu à une température d'environ 1 200 degrés Celsius, où il est mélangé, au fur et à mesure, à de la fritte de verre apportant la silice, le bore et les modificateurs du réseau. Quand le four est plein, on ferme toutes les huit heures, on fait fondre le bouchon intérieur du four, lui-même en verre. Les 10 à 150 kilogrammes de verre en fusion s'écoulent dans un conteneur en acier.

Les techniciens de Marcoule sont très confiants sur la nature de leur procédé et sur l'avenir de leur installation, qui a coûté environ 500 millions de francs et qui emploie dix-huit personnes. En quelques mois, elle a vitrifié quelque 50 mètres cubes de solutions de produits de fission, représentant plus d'un an de production de l'ensemble des installations du site. Les équipes préparent déjà la réalisation des installations de l'atelier de vitrification de La Hague, où deux ou trois chaînes du type de celle de Marcoule devraient compléter les nouvelles installations de retraitement. Les verres produits, contenant les déchets des réacteurs à eau légère au lieu de ceux des réacteurs graphite-gaz, y seront nettement plus radioactifs; pour éviter que la température intérieure des blocs de verre ne s'élève trop (ce qui conduirait à une dévitrification), ils seront, selon toute probabilité, stockés quatre ou cinq ans dans l'eau avant d'être à leur tour entreposés dans des puits semblables à ceux de Marcoule.

Une répétition générale

Comme dans toutes les installations nucléaires de ce type, manipulant des produits très radioactifs, plusieurs appareils assurent la récupération des effluents gazeux ou des poussières, leur recyclage ou leur filtration.

La cellule centrale de l'A.V.M. est enclose derrière d'épaisse

Une grande stabilité

Très vite, expliquent les équipes françaises, on constate, et, notamment, au cours de ces expériences sur les minéraux synthétiques (ou les appareils-aimés comme sous-produits), que les matériaux de type vitreux, dans lesquels les différents atomes ne sont pas disposés suivant un réseau géométrique régulier, à la différence de ce qui se passe dans les corps cristallisés — présentent les caractéristiques les plus intéressantes. En particulier, leur surface d'échange avec le milieu extérieur est faible, ils sont très ré-

LA COOPÉRATION ENTRE L'UNIVERSITÉ ET L'INDUSTRIE Cette « Candida utilis » qui travaille dans la choucroute

COMMENCÉE en septembre, la « campagne » de fabrication de la choucroute s'achève en ce moment, comme tous les ans. Ce procédé de conservation par fermentation — inventé, semble-t-il, par les Chinois pour nourrir les bataillons innombrables des constructeurs de la Grande Muraille — s'applique, en effet, à des brocs frais qui sont récoltés, en France, de septembre à décembre. Allant antiscorboutique, peu chargé en calories (si l'on ne l'accompagne pas de viande de porc), se conservant tout au long de l'hiver, la choucroute est traditionnellement consommée en Extrême-Orient (50 kilogrammes par an et par habitant en Corée du Sud), dans les pays de l'Est et en Allemagne (plus de 200 000 tonnes par an en Allemagne fédérale). La production annuelle française n'est que de 70 000 tonnes environ.

considérablement (le pH descend jusqu'à 4 ou même 3,5) au point d'empêcher la prolifération de tous les autres microorganismes. Et c'est cette acidité qui rend si polluants les jus de choucroute en ralentissant, dans les stations d'épuration, l'action des microorganismes qui pourraient « digérer » la matière organique présente dans ces jus.

La division « procédés biotechnologiques » de Compiègne a isolé, parmi toutes celles qui sont présentes naturellement dans les jus, une levure particulière (Candida utilis), qui se nourrit d'acide lactique et transforme 25 % du poids de celui-ci en protéines. Sous son action, l'eau résiduaire perd toute acidité (son pH remonte à 7, elle est donc neutre) et peut ainsi être envoyée dans des stations d'épuration. Les brevets couvrant cette technique nouvelle ont été pris en 1977, et la mise en application du procédé a commencé, elle aussi, l'année dernière.

La fabrication de la choucroute procède d'une fermentation naturelle qui demande de quatre semaines à plusieurs mois. Elle est très polluante: 100 tonnes de choux se transformant en 65 tonnes de « lanières » (la choucroute), 20 tonnes de déchets (les feuilles extérieures et les brocs qui sont donnés au bétail) et 15 tonnes de « jus » (dont 25 kilogrammes de matières organiques biodégradables et 500 kilogrammes d'acides, acide lactique essentiellement).

Le contrôle de la fermentation

Les chercheurs de l'université de technologie de Compiègne et la société Christ ont aussi travaillé pour accélérer la « choucroutisation ». La société Christ avait déjà mis au point un procédé sous vide grâce auquel on contrôle mieux la fermentation anaérobie. Les cuves ne contiennent que 65 tonnes de chou (contre 20 à 110 tonnes dans les installations classiques) et sont donc transportables. Ces cuves sont en plastique; leurs parois intérieures sont tapissées d'un revêtement « alimentaire » très lisse et ne réagissant pas à l'acidité de la choucroute. Mais dans ces cuves particulières, comme dans les cuves classiques, il faut obtenir un mois au moins d'obtention une choucroute prête pour la consommation.

Un fabricant de Connerré (Sarthe) la société Christ, et la division « procédés biotechnologiques » de l'université de technologie de Compiègne ont donc travaillé ensemble depuis plusieurs années pour rendre moins polluants les jus de choucroute et pour accélérer le processus de « choucroutisation ».

Pour la fabrication de la choucroute, le chou est découpé en lanières; on ajoute 2 % environ de sel et le tout est mis dans de grandes cuves fermées, car il s'agit d'une fermentation anaérobie. L'eau contenue dans les choux est libérée naturellement et elle sort en entraînant les sucres (des hexoses) qui représentent 1 à 2 % du poids du végétal. Dans une première phase qui dure deux ou trois jours, et dont dépend l'arôme de la choucroute, des bactéries lactiques, toujours associées au chou, commencent à casser les molécules de sucre et transforment celles-ci en acide lactique et en alcool.

D'autres bactéries, anaérobies elles-aussi, qualifiées de « boucasseuses » par M. Jean-Michel Lebault, qui dirige la division « procédés biotechnologiques » de Compiègne, se mettent alors au travail. Pendant cette deuxième phase, qui dure au moins trois semaines et qui donne à la choucroute son acidité, ces bactéries cassent les molécules de sucre restantes, transformant chacune d'entre elles en deux molécules d'acide lactique. L'acidité augmente donc

La division « procédés biotechnologiques » travaillant en étroite association avec le fabricant a mis au point un processus accéléré qui arrive au même résultat en huit jours. Le jus est recueilli dans le bas de la cuve à 15°C, chauffé à 25 ou 26°C, et réinjecté en haut. Ainsi, les lanières de chou sont en contact constant avec le jus qui les traverse sans cesse, et le réchauffement accélère le travail des bactéries, tout en donnant les mêmes résultats que le processus classique. Les brevets couvrant cette technique sont pris et la nouvelle fabrication pourra être mise en application dans le courant de l'année prochaine. Les cuves « tournant » en huit jours au lieu d'un mois, la production de déchets sera, elle aussi, accélérée; ce qui rendra d'autant plus utile le procédé de traitement des jus par ensemençement avec la levure Candida utilis.

YVONNE REBEYROL.

En toute logique

Carte blanche au hasard

PROBLEME N° 137

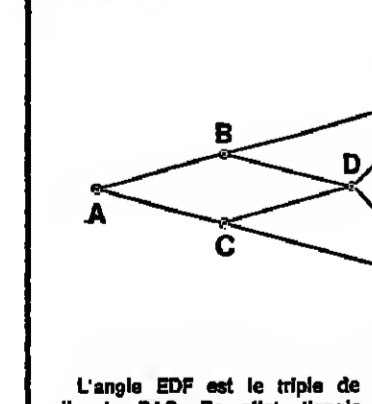
Je place trois cartes dans un chapeau. L'une est blanche des deux côtés, l'autre est rouge des deux côtés, la troisième est blanche d'un côté et rouge de l'autre.

Quel de nous deux prend le plus de risques ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 136

CD = BO = OF = OE = AB = AC. Les cercles représentent des articulations, les longueurs des articulations coulissantes.



On remarquera que l'appareil de M. Lanrenchi, présenté ici dans le problème 125, peut également s'adapter à la division par cinq, avec l'avantage de réaliser la division par quatre mais le désavantage de nécessiter cinq triangles supplémentaires au lieu de quatre.

L'angle EDF est le triple de l'angle BAC. En effet, l'angle OBE est extérieur du triangle isocèle OAB, donc égal à BAC, et aussi à DEB, puisque OBE est isocèle. L'angle ODE est extérieur à OBE, donc égal à une fois et demi l'angle BAC. Son double FDE est le triple de BAC.

Pour réaliser la division par cinq (le quinsecteur ?) on rajoute les branches, toujours d'égale

PIERRE BERLOQUIN.

Advertisement for Agfa Optima electronic camera. Text: "Pour remplacer votre 24x36 compliqué et coûteux, Agfa vous en propose un simple et pas cher." Features: "Taille réelle", "OPTIMA 535 à sensor", "Agfa Optima electronic, moins de 800F". Includes image of the camera and Agfa logo.

Advertisement for a psychiatric clinic. Text: "LE MONDE MEDICAL", "La psychiatrie retr...", "LE TABAC EXPROPRIE LES HOMMES VIVENT EN FRANCE MOINS QUE LES FEMMES". Includes a large graphic of a person.

JUSTICE

Sécurité et police

Nous avons entendu récemment prononcer avec toute la componction officielle la phrase suivante : « La police a pour mission d'assurer la sécurité des Français... »

par CASAMAYOR

Charte des Nations unies ne sont que paroles en l'air... Indira Gandhi a dit : « Le pain avant la liberté... »

Quelle plus grande offense que celle que leur a faite le ministre de la justice en déclarant en substance que les policiers étaient à eux et à eux seuls... « Or ça a passé comme une lettre à la poste... »

ÉCOLOGISTES CONTRE CHASSEURS

(De notre correspondant.)

Amiens. — Une affaire qui dure depuis presque trois ans vient de trouver son épilogue devant la Cour de cassation... « Les écologistes contre des chasseurs... »

Le Conseil d'État annule les dispositions autorisant la publicité sur le mobilier urbain

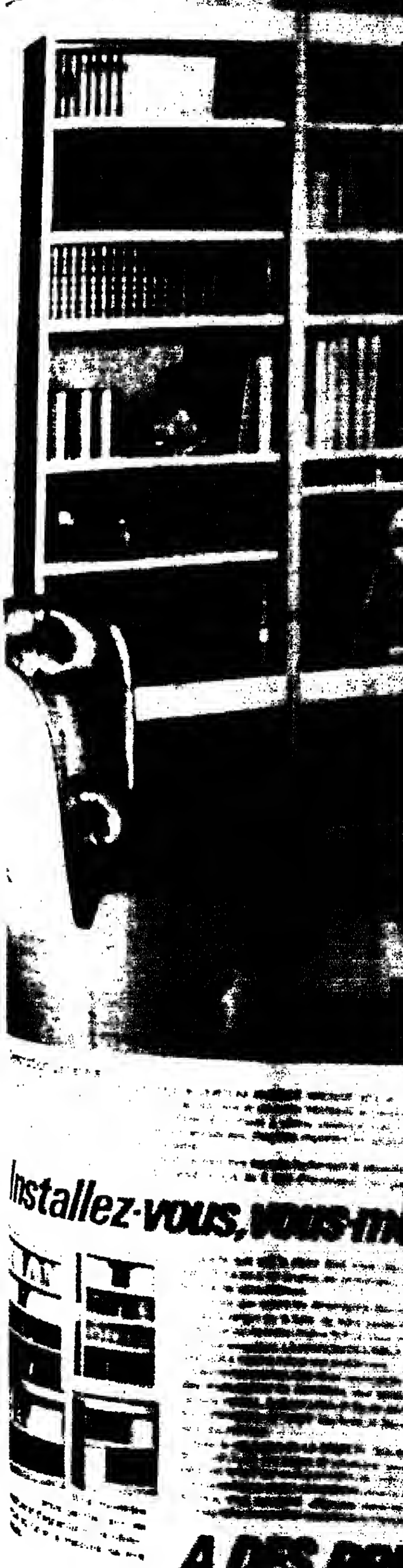
Par un décret en date du 11 février 1978, le gouvernement a justifié par un souci de sécurité routière... « Le Conseil d'État a en effet estimé, sur le premier point, que les restrictions apportées par le décret à la publicité extérieure... »

Sur le second point, le Conseil d'État a estimé que si le gouvernement avait la faculté de prévoir la possibilité de dérogations aux règles édictées par le décret... « Ce n'est pas justifié par des considérations relatives à la sécurité des usagers... »

LA MAISON

ACTUELLEMENT EXPOSÉ

CONTE



Faits et jugements

Un Algérien est blessé à la sortie d'un bal en Haute-Saône.

Après une bousculade à la sortie d'un dancing, à Ronchamp (Haute-Saône), dans la nuit du 23 au 24 décembre, vers 3 h 30, M. Amor Bel Ali D'RAÏ, âgé de vingt-neuf ans, un ouvrier de nationalité algérienne demeurant à Belfort, a été blessé de trois coups de feu à la sortie d'un bal... « L'auteur présumé de ces coups de feu, M. Pascal Gillion, âgé de vingt et un ans, demeurant à Vy-lès-Lure (Haute-Saône), qui, avec l'altercation, avait été éberché à son domicile son fusil... »

Un éleveur et son commis assassinés dans leur ferme à Saint-Yon (Essonne).

Le corps de M. Jean-Baptiste Walraet, soixante-huit ans, d'origine belge, éleveur de moutons et de porcs à Saint-Yon (Essonne), a été découvert lundi matin 25 décembre dans la cour de sa ferme par M. Jacques Colibert, un de ses amis, venu lui rendre visite... « M. Walraet avait été, semble-t-il, violemment frappé à la tête, sans doute à l'aide du manche d'un outil de jardinage... »

Incendie criminel dans un restaurant-dancing de Nice.

Un incendie d'origine criminelle a provoqué, dans la nuit du 23 au 24 décembre, vers 4 h 30 du matin, dans un restaurant-dancing de Nice (Alpes-Maritimes), le Mayfair, situé place Masséna, cet établissement était exploité depuis près de deux ans par une société dont l'un des dirigeants est le footballeur Jean-Marc Guillon... « Une commission rogatoire a été déléguée par un juge d'instruction à la police judiciaire de Nice, qui a entendu l'un des co-gérants du dancing, M. Toberner, celui-ci affirme que l'établissement n'avait pas fait l'objet de menaces ces derniers temps... »

Overdose mortelle à Apt.

Patrick Mercier, vingt-six ans, est mort dans la soirée de dimanche 24 décembre, à Apt (Vaucluse), après s'être injecté une trop forte dose de drogue. Sa compagne, Mlle Marie-Agnès Barbillon, qui s'était également droguée a été hospitalisée... « Patrick Mercier était sorti récemment de prison : il avait été condamné pour « vol, usage et recel de stupéfiants... »

Trois incendies criminels en trois jours à Casen.

Dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 décembre deux incendies criminels ont été allumés à Casen. De l'essence a été répandue puis enflammée dans les locaux de l'agence d'une compagnie d'assurances dans le centre de la ville et dans ceux d'un magasin de vêtements dans une rue voisine... « Une commission rogatoire a été déléguée par un juge d'instruction à la police judiciaire de Casen... »

SPORTS

«Ski de poudreuse», de Michel Trotin

Recevoir un livre technique sur un sport, surtout un sport qu'on aime et qu'on pratique, c'est toujours courir la risque d'une vive déception... « Le ski de poudreuse, de Michel Trotin, est un livre qui parle de la technique, de la philosophie, de la pratique... »

BIBLIOGRAPHIE

«EVEREST 78», de Pierre Mazeaud

Le 15 octobre 1978, sur le coup de midi, Pierre Mazeaud plante le drapeau français au sommet de l'Everest. Il e réussi. Les grimpeurs n'applaudissent pas. Son expédition, les manières dont il se organisait, les motifs qui l'ont poussé à monter sur le toit du monde, le choix de l'itinéraire n'ont pas toujours été bien reçus... « C'est mal connaître Pierre Mazeaud de croire que ces critiques formulées bien avant le départ de l'expédition ont pu le décourager... »

«LE SKI, UN ART... UNE TECHNIQUE», de Georges Joubert

Du Chasse-neige à la technique sur le ski, de Georges Joubert, est d'abord un livre qui parle de ce que l'auteur appelle « un art... une technique... » « Pour 50 % de pratiquants, le ski serait un sport d'expression comme le patinage artistique ou la danse... »

Avec des mots simples, des phrases sans effets, Michel Trotin développe toutes ces idées... « Pour commencer il rappelle que fréquenter la montagne et les neiges profondes demande de s'équiper convenablement, car trop d'accidents sont encore provoqués par des négligences... »

Le Pompadour collection "têtes" MANTEAUX négligés FOURRURES rat d'Amérique, astrakan, vison PEAUX LAINÉES, PELLISSES légalément ROBES DU SOIR longues et courtes GRANDES TAILLES 32 bis, Bd HAUSSMANN M^e Chaussée d'Antin

LE MONDE "Mal chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez."

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75277 PARIS - CEDEX 08 C.C.P. Paris 4297-23

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75277 PARIS - CEDEX 08 C.C.P. Paris 4297-23

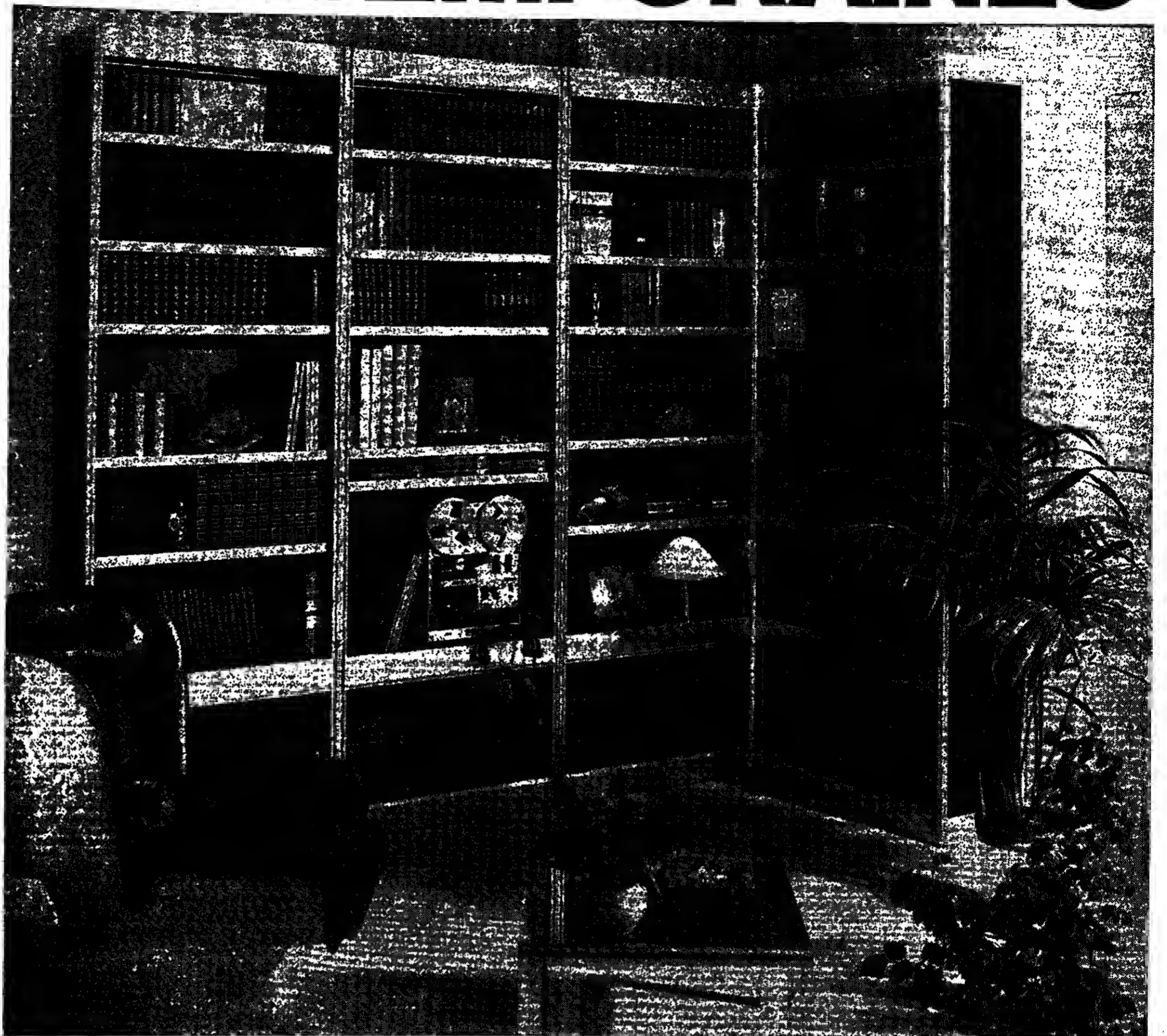
DU MEUBLE INDIVIDUEL... AU GRAND ENSEMBLE...

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

la plus moderne maison spécialisée 61, rue Froidevaux - Paris 14^e

A.T.P. s.a. au capital de 642.980 Francs

ACTUELLEMENT EXPOSITION SENSATIONNELLE DE BIBLIOTHÈQUES CONTEMPORAINES



Description générale

Nos modèles sont réalisés en PROFILÉ ALUMINIUM ANODISÉ BROSSÉ ATX et en stratifié blanc ou noir. Montage et démontage très faciles, notice de montage et clé jointe. Montants et traverses en aluminium anodisé brossé. Pince d'assemblage-système breveté ATX. Pieds à vérins, plastique noir. Côtés et fonds en stratifié double face 8 mm, crémaillères aluminium encastrées. Étagères réglables en aggloméré stratifié double face 19 mm, chant avant avec T aluminium encastré.

VITRAGES : Nos modèles Contemporains peuvent être équipés facilement et séparément grâce au brevet ATX, de portes coulissantes, en verre ou en porsol bronzé de 8 mm d'épaisseur. Ces glaces coulissent dans des

traverses spéciales et peuvent être placées à n'importe quel endroit de votre bibliothèque. Le système complet (2 glaces, 2 traverses) est livré en supplément des meubles.

Ce magnifique ensemble Contemporain constitué par simple juxtaposition de 3 modèles PA 7/35 B et un PA 9/35 B en angle avec profilé d'angle arrondi. La bibliothèque en retour (PA 9/35 B) est équipée d'une vitrine à vitres coulissantes en Porsol fumé. Hauteur : 2,45 m - Largeurs : PA 7/35 B - 78 cm - PA 9/35 B - 94 cm - Profondeur utile : 30 cm - Contenance totale : 510 volumes club. Le même ensemble peut être réalisé en 2 mètres de hauteur et en profondeur utile 30 ou 20 centimètres. Ces modèles sont entièrement équipables de vitres coulissantes sur option.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement



Nos modèles vous permettent de constituer et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins.

Quelle que soit la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur, et le style de votre intérieur...

Quelles que soient les dimensions des volumes à ranger ou la taille de votre poste de télévision ou de votre chaîne Hi-Fi (si vous désirez les encastrer), LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES répond à tous vos problèmes.

Des portes pleines, des vitres coulissantes, des abattants-bar ou secrétaires, des linteaux de bois variés... tout est prévu et figure dans son catalogue pour ranger vos livres et décorer votre intérieur.

Avec le catalogue de LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES (60 pages en couleurs), vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et des spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans ses 17 magasins d'exposition dans toute la France.

Visitez nos Expositions-Vente

PROVINCE

Ouvert tous les jours même le samedi. AMIENS*, S. r. des Chevaliers, tél. 81.87.15 • BORDEAUX*, 10, r. Bouffard, tél. 44.39.42 • CLERMONT-FERRAND**, 22, r. St. Cyprien, tél. 83.97.06 • GRENOBLE**, 28, r. St. Laurent, tél. 42.55.75 • LILLE**, 85, r. Esquermois, tél. 55.89.39 • LIMOGES*, 57, r. Jules Norio, tél. 78.15.42 • LYON**, 8, r. de la République, tél. 28.38.61 • MARSEILLE**, 109, r. Paradis, tél. 37.80.54 • MONTPELLIER**, 8, r. Sévère, tél. 58.19.32 • NANTES**, 15, r. Gambetta, tél. 74.28.35 • NICE**, 5, r. de la Boucherie (Vieille-Ville), tél. 93.14.89 • RENNES**, 18, quai St. Zola (pr. du Musée), tél. 90.26.77 • ROUEN**, Front de Seine 2000, 45, r. des Charvées, tél. 71.98.22 • STRASBOURG**, 11, av. Gal de Gaulle (Esplanade), tél. 61.08.24 • TOULOUSE, 2-3, quai de la Doune, tél. 21.09.71 • TOURS**, 5, r. H. Barbusse, tél. 61.03.28. (* fermé le lundi matin - ** fermé le mardi).

ÉTRANGER

AUTRICHE : 1.110 VIENNE Korneo Buchhandlung Wobello 16 • BELGIQUE : Bruxelles 1000, 54, r. du Midi-Litge 4000, 47, bd d'Arroy - Anvers 2000, Mechelsesteenweg, 16 • SUISSE : Genève 1211, Sovaco S.A., 17, bd Helvétique 5*, tél. (022) 35.15.21 - PAÏS-BAS : Bussum 1406 N.A., Nvd's Gravelandweg, 33.

La maison des BIBLIOTHÈQUES

Paris : 61, rue Froidevaux Paris 14^e.

Magasin ouvert de 10 h à 18 h et les autres jours selon la semaine de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Orléans-Rochereau - Gobel - Edgar-Quaest. Autobus : 28 - 58 - 59 - 84.

BON POUR UN CATALOGUE EN COULEURS GRATUIT

à retourner à

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, 75680 Paris CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRÉES ou non contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, prix, etc.

N. _____

à _____

Code Postal _____ Ville _____

ou par téléphone 24 H SUR 24 (répondeur automatique) **320.73.33**

EXPÉDITION RAPIDE - DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES - FICHE DE RETOUR

A DES PRIX IMBATTABLES

مكتبة الأهل

سكزامن الأصل

ART

LE JOUR DES ARTS

Travaux sur papier et objets à Villeparisis.

Depuis sept ans, on a pris l'habitude de voir les expositions nouvelles d'art contemporain au centre de Villeparisis organisées tantôt comme fêtes de l'estampe, tantôt comme fêtes de la sculpture...

La vocation monumentale de Libéraki.

Libéraki expose, au Musée Ingres, une suite de sculptures et de dessins qu'elle a créés ces dernières années. Ce sont des œuvres de maturité, qui font suite à une période de formes réalisées dans le bronze...

Ponts de Tours.

On se souvient de l'effondrement, en avril dernier, du pont Wilson à Tours, qui avait été construit au dix-huitième siècle. Cet accident a fait ressembler le désir de traiter le sujet des ponts dans le cadre des expositions que le Musée des Beaux-Arts de Tours consacre à l'architecture...

Focus à Bourges.

Focus, la foire de l'art actuel qui avait été présenté au Centre culturel du Marais, à Paris, en même temps que la FIAC du Grand-Palais, est à Bourges, au Musée Clément, et à l'hôtel de ville, sous une forme un peu réduite. Elle regroupe une vingtaine d'artistes, minimalistes, post-minimalistes, conceptuels et post-conceptuels...

La Picardie antique.

L'exposition est organisée à l'occasion des récentes publications par la société des antiquaires de Picardie de l'Atlas archéologique aérienne de Picardie et de la Somme préromaine et romaine. Elle réunit les excellentes photographies aériennes de Roger Agache...

Expositions

Marc Saint-Saëns à Saint-Denis

Il fallait aux tapisseries monumentales de Marc Saint-Saëns un lieu propre à leur déploiement, ce qu'on pourrait appeler leur mise en page. Le musée municipal de Saint-Denis s'y prête à merveille...

C'est un jour que Saint-Saëns avait suivi Jean Lurçat dans son entreprise de rénovation d'un art presque perdu que le style et les motifs accessoires des cartons de l'auteur du Chant du monde...

Ventes

Lutte anglaise en Suisse

Christie à Genève, du 13 au 17 novembre; Sotheby à Zurich du 21 au 24 novembre; Christie à Paris du 28 novembre au 1er décembre; Sotheby à Paris du 7 au 10 décembre...

Forces et faiblesses

Enfin, il prend pied sur le ring de Madagascar, où régnent curieusement de farouches bruhmanes et où le saoua une princesse hindoue (c'est toujours T' et Africaine) qui se suicide sous les branches onéneuses de l'arbre de mort...

Photo

SOUVENIR DES ANNÉES 30

C'est au musée de Martignes que l'on peut voir, jusqu'au 14 janvier, une exposition consacrée à Alfred Latour. Alfred Latour ? Né en 1838, fils d'un ouvrier typographe de l'imprimerie nationale...

1934, c'est déjà la crise et bientôt va finir la belle époque du livre de luxe, du grand beau livre illustré et orné par les plus grands artistes...

Musique

« L'AFRICAIN » A LONDRES

Les Anglais ont toujours montré une curiosité particulière pour l'Africaine, la dernière œuvre lyrique de Giacomo Meyerbeer. Créée en juillet 1865 au Royal Italian Opera...

Forces et faiblesses

Enfin, il prend pied sur le ring de Madagascar, où régnent curieusement de farouches bruhmanes et où le saoua une princesse hindoue (c'est toujours T' et Africaine) qui se suicide sous les branches onéneuses de l'arbre de mort...

Photo

Des corps et des visages

Aux yeux de certains, la photo de mode est une photo dévoyée; elle est faite pour soulever l'industrie du vêtement. Elle n'a d'autre but que de vendre ce qu'on a pu y voir l'ultime espace de représentation d'une caste pour qui le fait de se mettre en scène est le seul moyen de se légitimer...

1934, c'est déjà la crise et bientôt va finir la belle époque du livre de luxe, du grand beau livre illustré et orné par les plus grands artistes...

Théâtre

« Il est de la police » à Bruxelles

Parmi les pièces les plus fraîchement écrites et les plus connues de La Bible et il est de la police, raconté, comme l'indique le titre, la peur du gendarme, la peur d'être pris, la peur. Un jeune paysan s'habille en femme pour échapper à l'armée et se fait engager comme cuisinier dans un bourgeois affaibli...

Forces et faiblesses

Enfin, il prend pied sur le ring de Madagascar, où régnent curieusement de farouches bruhmanes et où le saoua une princesse hindoue (c'est toujours T' et Africaine) qui se suicide sous les branches onéneuses de l'arbre de mort...

Photo

Des corps et des visages

Aux yeux de certains, la photo de mode est une photo dévoyée; elle est faite pour soulever l'industrie du vêtement. Elle n'a d'autre but que de vendre ce qu'on a pu y voir l'ultime espace de représentation d'une caste pour qui le fait de se mettre en scène est le seul moyen de se légitimer...

1934, c'est déjà la crise et bientôt va finir la belle époque du livre de luxe, du grand beau livre illustré et orné par les plus grands artistes...

Théâtre

« Il est de la police » à Bruxelles

Parmi les pièces les plus fraîchement écrites et les plus connues de La Bible et il est de la police, raconté, comme l'indique le titre, la peur du gendarme, la peur d'être pris, la peur. Un jeune paysan s'habille en femme pour échapper à l'armée et se fait engager comme cuisinier dans un bourgeois affaibli...

Forces et faiblesses

Enfin, il prend pied sur le ring de Madagascar, où régnent curieusement de farouches bruhmanes et où le saoua une princesse hindoue (c'est toujours T' et Africaine) qui se suicide sous les branches onéneuses de l'arbre de mort...

ART. rock. pure Noël des Fêtes. WALT DISNEY. CINDERELLA. THE GREAT ESCAPE. THE GREAT ESCAPE. THE GREAT ESCAPE.

WALT DISNEY. CINDERELLA. THE GREAT ESCAPE. THE GREAT ESCAPE. THE GREAT ESCAPE.

ARTS ET SPECTACLES

PRESSE ET PUBLIC ENTHOUSIASTES!

Bernard Haller

prolonge Salmigondivers au Grand Théâtre de Chaillot à partir du 29 décembre. Location : 727.81.15. Places : 35 F. Moins de 25 ans, étudiants, 3^e âge : 16 F. Collectivités : 22 F. Lu, Ma, Ve, Sa : 20 h 30, Di : 15 h. Relâche : Me et Je.

Rock Le père Noël des Félés

« Vieux chnoc de père Noël Tu n'as qu'une sacroquinie aux Galeries ou au E.H.V. tu leur sers de publicités ton habit est rouge, rouge comme... »

Mardi 26 décembre théâtres

Les salles subventionnées Opéra, 19 h 30 : La Lac des cygnes... Les salles municipales Châtelet, 20 h 30 : Rocco et moi... Les autres salles Aire libre, 20 h 45 : Délire à deux...

265.90.00 MATHURINS 36, rue des Mathurins. LA PIECE LA PLUS ORIGINALE ET LA PLUS SENSIBLE DE LA SAISON.

CONCERTS Radio France. ORCHESTRE NAT. DE FRANCE. THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES.

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS. MERLET. STUDIO SAINT-SEVERIN OLYMPIC ENTREPO.

ROMAIN BOUTEILLE. LA SORCELLERIE A TRAVERS LES ÂGES. PRESTIGE DE LA MUSIQUE.

SPECTACLES POUR ENFANTS

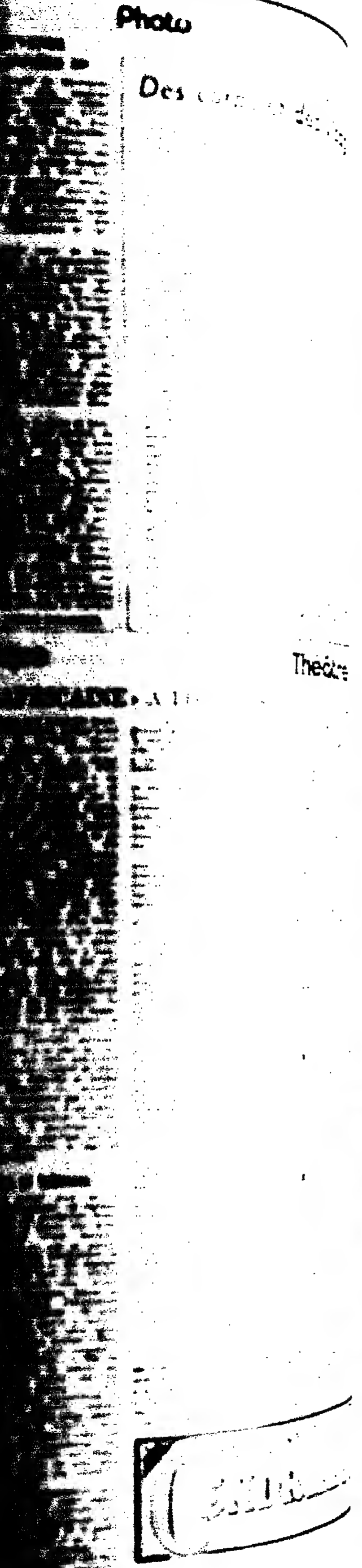
(du 27 décembre au 3 janvier) Carré Silvia Monfort, Jardin d'acclimatation... Théâtre de la Ville, 19 h 30 : Les Colombiers...

DEMAIN ELYSÉES POINT SHOW VO / GINÉMONDE OPÉRA VO LES PARNASSIENS VO / LUXEMBOURG VO. LES MEILLEURS CHANTEURS AMÉRICAINS.

MENU DE FÊTE SUR FRANCE MUSIQUE. Programme spécial entre Noël et le Jour de l'An.

14 JUILLET PARNASSE LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRÈS LA PLUIE.

MERCREDI 3 JANVIER Simone de Beauvoir MALKA RIBOWSKA et JOSÉE DAYAN.



Handwritten text at the bottom center of the page: "سكزامن الأهل"

صحة من الأهل

SPECTACLES

Monde

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

Challiot, reliécha. Beauvoir, reliécha.

Les exclusivités

ALAMBRIQUE (A. V.O.) : Palais des Arts, 5 (27-28-29). ALBERT (A. V.O.) : Marais, 5 (27-28-29). LA CIE (A. V.O.) : Marais, 5 (27-28-29).

Gaumont Champs-Élysées, 5 (32-33-34). Impérial, 20 (72-73-74). Studio Raspail, 15 (32-33-34).

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 70,78,21 (lignes groupées) et 72,42,34. (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Les films nouveaux

LES FILLES DU REGIMENT. Deux films de Claude Bernard-Aubert. (27-28-29). ÉPIQUE (A. V.O.) : Marais, 5 (27-28-29).

BOIS (A. V.O.) : Saint-Ambroise, 11 (70-71-72). LE BAL DES VAMPIRES (A. V.O.) : Les Temples, 3 (72-73-74).

Les festivals

CREPS-D'OUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS (1978-1979). La Kermesse héroïque; Ali Baba et les quarante voleurs.

CINÉMA PAS MUR

LE CIEU FEUT ATTENDEUR (A. V.O.) : Quintette, 5 (32-33-34). SAINT-MICHEL (A. V.O.) : Marais, 5 (27-28-29).

Les grandes reprises

LES AVENTURES DE RABY JACOB (M.F.). Gaby-Paradis, 5 (32-33-34). LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS (A. V.O.) : Marais, 5 (27-28-29).

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 26 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF1. 18 h. 55, Feuilletton : Les oiseaux de Mellij Jingu; 18 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, C'est arrivé un jour; 20 h. Journal.

MERCREDI 27 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF1. 12 h. La Bible en papier; 12 h. 15, Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. Journal; 13 h. 35, Scène; 14 h. Aventures dans le Grand Nord.

CHAÎNE I : TF1. 19 h. 45, Top-club (avec Laurent Voulzy); 20 h. Journal; 20 h. 30, Feuilletton : Sam et Sally.

L'histoire de TRISTAN ET ISEUT illustrée par 87 miniatures du XV^e siècle. ALBUM TOUT EN COULEURS 75 F ÉDITIONS SEGHERS

LOTTO Clôture des jeux mercredi après-midi

FRANCE-CULTURE. 18 h. 30, Feuilletton : « Un gentleman courtois »; 19 h. 30, Les résumés de la semaine; 20 h. Journal.

FRANCE-CULTURE. 18 h. 30, Feuilletton : « Un gentleman courtois »; 19 h. 30, Les résumés de la semaine; 20 h. Journal.

FRANCE-CULTURE. 18 h. 30, Feuilletton : « Un gentleman courtois »; 19 h. 30, Les résumés de la semaine; 20 h. Journal.

FRANCE-CULTURE. 18 h. 30, Feuilletton : « Un gentleman courtois »; 19 h. 30, Les résumés de la semaine; 20 h. Journal.

AMBRE... SOUS... THIVER 78-79

Plus d'inté pour le me

Un couturier en vadrouille

CHINOIS GRIFFÉS

PREMIER couturier parisien invité à Pékin, Pierre Cardin est rentré d'un voyage d'une semaine en République populaire avec dans ses bagages deux nouvelles d'importance. La collection printemps-été du couturier sera présentée, un mois après Paris, en mars prochain, à Pékin et à Chengde...

La collection Pierre Cardin qui sera présentée au printemps à Pékin comprendra notamment vingt-cinq modèles réalisés à partir des tissus — cachemires et soies — que la couturière a rapportés. L'inspiration sera-t-elle chinoise? Certes non.

FLORENCE BRETON.

UN ART UN MÉTIER

RENEL fourreur

5, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS 501-70-61 - 81-32

... Et c'est en couleur!

Microsilicons acidulés

PALE, bien turquoise ou de cobalt, jaune mais, orange, rouge ou violet, le microsilicon revêt en cette fin d'année ses habits de lumière. Il est toujours rond et fait de vinyle, un dérivé du pétrole, il perd aujourd'hui sa teinte noire originelle pour s'habiller délectablement de couleurs vives.

C'est le disco, bien sûr, qui bénéficie le plus de cette bouleversante innovation. On trouve ainsi sur le marché un double album de John Travolta, le superstar du disco, avec poster, photo rassurante et microsilicons en rose bonbon.

l'éclat à tendance de plus en plus à se ternir. Du disque en couleur à l'écène, il n'y a qu'un pas, vite franchi. On peut ainsi trouver un disque de Claude François dont le portrait est gravé à même le disque en quadrichromie.

Pur gadget, l'introduction de la couleur n'apporte évidemment rien au microsilicon sur le plan de l'écoute. L'idée est cependant intéressante en ce qu'elle autorise de nombreux et fructueux développements.

définitive le noir d'encre du vinyle les anarchistes inventés et parisiens en art du Grand Refus. Une telle généralisation de la couleur aurait l'avantage de simplifier grandement le choix des disques, en épargnant aux acheteurs l'écoute préalable et en limitant les risques d'erreur.

Le disque en couleur n'est cependant pas à proprement parler une nouveauté. On l'avait déjà vu au début des années 50 dans ces énormes juke-boxes, sommet de l'art kitsch, qui ressemblaient aux allées repeintes des Cadillac d'alors.

Il n'a donc fallu qu'un an pour que l'industrie du disque «récrépère» cette nouveauté toute relative et fasse de la contestation d'acier, le norme commerciale d'aujourd'hui.

Certaines maisons de disques vont d'ailleurs plus loin. L'une d'entre elles vient ainsi de produire un disque qui a toutes les apparences d'un «pirate» — ces productions artisanales réalisées à partir de bandes magnétiques enregistrées lors de concerts.

qu'en matière de «piraterie», elle permet de constater qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même — c'est que l'on propose aujourd'hui à l'acheteur une transmission sans risque.

Tout cela, dont on peut se contenter de rire, exprime quand même une étrange vérité sur les rouages de la société. Une société qui, à défaut de contrôler les contestations, les intègre dans son développement, et qui aime par-dessus tout la nouveauté pour la nouveauté.

PATRICIE BOLLON.

Particulier vend à particulier

Plus d'intermédiaires pour le meuble ancien

RENAUD PAQUIN, trente ans, nanti de diplômes en sciences économiques, a trouvé une nouvelle manière de faire le commerce des meubles anciens.

Après avoir expérimenté les salles des ventes et les petites annonces — et constaté que dans tous les cas les particuliers manquaient d'informations objectives sur la valeur réelle des meubles anciens — Renaud Paquin a mis au point un système de vente par dépôt.

Marais, les caves d'Art-Dépôt forment un dédale de pièces voutées où les meubles sont présentés par affinité de style. Loin d'un entassement hétéroclite, c'est un aménagement de pièces reconnaissant l'ambiance d'une salle à manger, d'un bureau ou d'un salon.

La formule appliquée à Art-Dépôt ne comporte aucune commission ou pourcentage sur les transactions, ni pour le vendeur ni pour l'acheteur. J'ai préféré, dit Renaud Paquin, instaurer un droit à l'exposition, que le vendeur régie après la conclusion de la vente ou en fin d'exposition.

Dans le cadre de son dépôt d'antiquités, Renaud Paquin organise un concert, le troisième dimanche de chaque mois. Il souhaite ainsi renouer avec la tradition d'une «musique de salon», très prisée au siècle dernier, et faire partager sa double passion de la musique et des meubles du passé.

JANY AUJAME. Art-dépôt, 24, rue des Roisiers, 75004 Paris.

AMBRE LA MODE A PARTIR DU 44 SOIES HIVER 78/79 83 av. du Général-Leclerc PARIS 14 150 rue de Rivoli PARIS 4

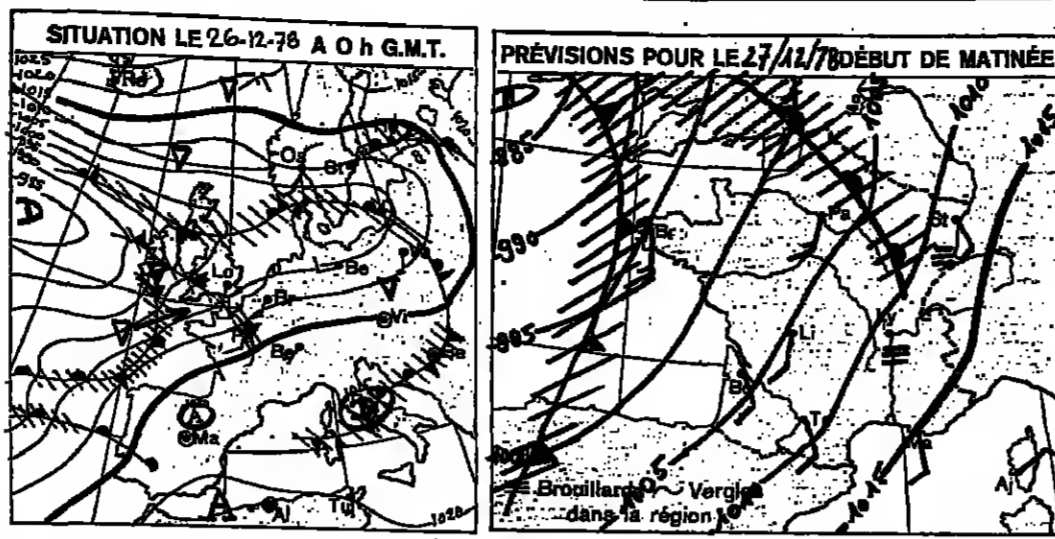
Samaritaine Capucines Jusqu'au 30 Décembre -20% sur tous les cardigans jersey pure laine et sur toutes les robes de chambre pour hommes.

La première liberté... c'est la liberté du corps FRICTION DE FOUCAUD "Coup de fouet contre la Fatigue" TONIFIÉ - STIMULÉ - DÉODORANTE - FRAICHEUR et BIEN-ÊTRE FRICTION-LAIT DE FOUCAUD sans alcool Spécialement étudiée pour peaux fragiles

صكزامن الأصمل

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 décembre à 0 heure et le mercredi 28 décembre à 24 heures...

Mardi 26 décembre, des côtes de l'Atlantique à la frontière belge, le temps sera très nuageux ou couvert, et souvent pluvieux...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2285. A 123456789 grid for a crossword puzzle.

Horizontalement: I. Peuvent vendre des conserves si on ne veut pas de lentilles...

Verticalement: 1. Nourrissant. 2. Urne. 3. Ma. 4. Conon. 5. In.

Visites, conférences

MERCREDI 27 DECEMBRE. VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 15 h. 42, rue Saint-Antoine, Mme Allard: « Hôtel de Sully »...

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 26 décembre 1978: UN DECRET. Fixant les attributions du délégué général pour l'armement.

P.T.T.

La Réunion à l'automatique. Le service téléphonique automatique est ouvert aux abonnés de la région parisienne et à ceux des régions d'Alsace, de Bordeaux, de Clermont-Ferrand, de Lille, de Lyon, de Montpellier, d'Orléans, de Rennes et de Toulouse.

LOTTO

LOTTO ca peut rapporter gros. Illustration of a person holding a lottery ticket.

ANNONCES CLASSEES. Table with categories: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENOA, PROP. COMM. CAPITAUX. Includes a small table with rates.

offres d'emploi

Société d'expertise comptable ayant des correspondants dans le monde entier recherche... BIBLIOTHECAIRE-DOCUMENTALISTE... SECRÉTAIRE DACTYLOGRAPH...

demandes d'emploi

INFORMATICIEN formateur de base comptable et administrative... TRES EXPERIMENTES: matériel et logiciel de base IBM DOS-VS... ARCHITECTE G.P.L.G. 28 a. exp. dessinateur-projeteur...

L'immobilier

appartements vente. 4° arrdt. 26, RUE TOURNELLES... 17° arrdt. 44, AV. GRANDE-ARMEE... 5° arrdt. 128, RUE MOUFFETARD... 7° arrdt. 70 m2 à aménager... 10° arrdt. République, Bel. Imn. P. de T... 12° arrdt. OJMESNIL - BEL-AIR... 15° arrdt. 3 D. Imn. p. de l'alle, confort...

appart. achat

Paris. M° PLACE DES FÊTES. Face sortie COMPANS, près Hôpital LAOAR... Région parisienne. NEUILLY, Imn. m. standing...

chalets chalets

CHALET RÉSIDENCE STANDING MEGÈVE. Proximité immédiate pistes de ski ROCHERBUNE... propriétés. PROVENCE. Maison de rêve... villas. Particulier vend villa récente... maisons de campagne. 10 km de BAGNOLS-sur-CEZE... fermes pierre. 1) bordure hameau, sur 3.000 m2... Boutiques. MURS boutique neuve avec local... domaines. BRETAGNE SUD. Propriété 19 ha. cont. Demeurs... terrains. 3.750 m dans le Gers en Arzac...

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI. LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (228 pages)...

autos-vente

5 à 7 C.V. Vends SIMCA 1301 S Modèle 74 - 80.000 km... 8 à 11 C.V. ALFETTA 1.1 0 1976, 1er main, excellent état...

travail à domicile

Demande. Enregistrez tous travaux universitaires, cassette ou ruban. Ecr. à S. J. de la Mairie - Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9e.

divers

VOLVO OCCASIONS GARAGES DES ARDENNES. 2014 75. 2014 75. 2014 75. GRATUIT... 104 - 504 - 604. 70 et 75, peu roulé, garanties Auto Paris XV - Tél. 524-49-63...

capitaux ou proposit. com.

LABORATOIRE produits beauté NICE recherche AGENCE (E) ECRITE HAVAS SA. NICE COEX - Ref. n° 011. Pr garage en plein cœur de NICE. ASSOCIES ou FINANCIERS. Tél. 843-87-54.

cours et leçons

PISNER SCHOOL OF ENGLISH. anglais, allemand, espagnol, japonais, arabe, portugais ou hébreu. 22, rue Barbès, 92120 Montrouge. Téléphone: 850-14-90.

immubles

Particulier vend MONACO, plein centre, petit immeuble: - Aopt 5 pces, cuis., s. de bains, sanitaires individuels, vue mer, soleil, etc. - Plus affaire commerciale libre à la vente (frais commerciaux, rez-de-chaussée, rue principale). - Grand studio, entrée indépendante, salle de bains, cuisine. Le tout libre à la vente, millions de F. Ecr. HAVAS, Agence Guy + Meunier + Armes et Cas, 32300 Marcinelle, 4, rue des Iris, Monaco, 3367.

Handwritten signature and stamp: محمد زامن الأمل

صك زامن الاصل

Le Monde

régions

Basse-Normandie

FLERS A LA DÉRIVE DANS LE BOCAGE

Agriculteurs, sidérurgistes, tisserands même naufrage

Flers. — La Lorraine, le Nord, les Vosges, la liste est longue des vieilles régions industrielles qui ne savent pas à quelle branche se raccrocher pour tenter de sauver leurs usines. Mais les autres, et les petits « pays » qui avaient pu attirer quelques miettes du développement économique, ne sont pas logés à meilleure enseigne. Ainsi la Basse-Normandie vit les trois principaux piliers de sa richesse s'effriter. Ses grosses prairies n'ont pu empêcher ses éleveurs de se faire doubler par leurs voisins bretons. Ses sidérurgistes attendent avec inquiétude de connaître la place de la Société métallurgiste de Normandie (S.M.N.) dans la nouvelle organisation de la production de l'acier français. Ses tisserands doivent maintenant abandonner leurs métiers, victimes tout à la fois de la concurrence des pays du tiers-monde et de la restructuration d'un grand groupe français, D.M.C. Trois chocs qui frappent dur Flers, petite ville (vingt-deux mille trois cents habitants) du bocage de l'Orne.

De notre envoyé spécial

Flers ne manquait pas d'atouts au dix-neuvième siècle et au début du vingtième pour devenir le centre d'une petite région industrielle et agricole de bocage qui pouvait jouer la carte de l'élevage, un bassin de minerai de fer important qui trouvait un débouché avec l'installation de la nite funéraire à Caen, une multitude de petits ruisseaux fournissant l'énergie hydraulique aux usines de l'industrialisation naissante, une vieille tradition textile remontant au quatorzième siècle, quelques familles entrepreneurs décidées à investir dans les fabriques. L'invention du métier mécanique permit de regrouper à Flers le tissage et la filature de coton jusqu'alors disséminés à la campagne. Le bourg, de moins de deux mille habitants, devint une ville. Une ville qui n'a pas besoin d'être sous protection pour être le centre de la deuxième région industrielle de Basse-Normandie après Caen. Elle n'a pas de palais de justice mais elle a une importante agence de banque de Flers. C'est un rôle qu'elle joue pour les entrepreneurs qui filent, tissent, confectionnent et vendent le coton.

Un grand mouvement mais simplement d'une quelconque action d'édilité. Après avoir depuis la guerre « bénéficié » d'un député M.R.P. spécialisé dans les interventions personnelles, puis d'un gaulliste qui ne se souciait guère de cette partie de la circonscription, les édiles flériens sont subjugués par M. Bassot, élu dans le canton voisin. Ses entrées à l'église font grosse impression sur les petits notables de la ville. Il a permis la prochaine implantation d'une usine agro-alimentaire de cent cinquante salariés. La ville va faire de gros investissements pour permettre à cette affaire de se conclure. C'est ce qu'en vendant à la société Sogeviane 1 F du mètre carré les 10 000 mètres carrés qui lui sont nécessaires.

Flers, qui n'a profité d'aucune des décentralisations des années 60, réussit ainsi à attirer quelques industriels dans une période guère propice. Cela suffira-t-il à assurer sa reconversion ? Les deux navettes croisées qui sont au cœur du bassin municipal vont devoir être remplacées, mais par quoi ?

THIERRY BREHIER.

Alsace

POINT DE VUE

La pollution du Rhin soulève en Alsace un vaste débat, en particulier parce que les mines de potasse se sont vues contraintes de limiter l'évacuation de leur saumure dans le Rhin. La technique à laquelle elles veulent faire appel désormais consiste à injecter cette saumure à 1 800 mètres de profondeur dans un anclon forage de pétrole qui aboutit à un vaste réservoir d'eau souterrain appelé la « grande coiffe ».

Pour l'union régionale de la C.F.D.T., l'injection en couches profondes de la saumure pose en fait toute la question du type de développement économique et de ses finalités. Il n'est plus possible en effet de produire sans s'interroger sur les conséquences de cette production sur l'environnement, l'écologie, les conditions de vie et les conditions de travail des salariés et des populations concernées.

Le Rhin malade de son sel

par JEAN KASPAR (*)

Il est clair qu'il y a un lien très étroit entre l'évacuation du sel résiduaire, le niveau de production des Mines domaniales de potasses d'Alsace (M.D.P.A.), et l'emploi du personnel. La C.F.D.T. ne saurait accepter que la mobilisation populaire qui se dessine en Alsace sur cette question ne porte que sur des aspects écologiques. Il faut éviter que l'on supprime la pollution naturelle en créant cette autre pollution que représente le chômage.

Le gouvernement et le préfet du Haut-Rhin ont montré le mépris dans lequel ils tiennent la population. Avant que d'engager le débat parlementaire, les travaux avaient déjà débuté. Il a fallu l'action des populations pour obliger les élus à réagir et pour que le gouvernement fasse provisoirement marche arrière.

Il a retiré la question du débat à l'Assemblée nationale pour la soumettre à la réflexion préalable de la commission de la production et des échanges. Il est enfin significatif que l'enquête publique n'ait pas été l'occasion d'un vaste débat contradictoire sur les solutions à mettre en œuvre, mais la traduction par l'administration d'une volonté de convaincre à tout prix que sa solution technique (l'injection en couches profondes) était la meilleure. Il est temps de mettre fin au règne de la technocratie pour créer les conditions d'un débat où décideraient ceux qui sont directement concernés.

(*) Secrétaire général de l'union régionale C.F.D.T. d'Alsace.

Rhône-Alpes

UNE VILLE NOUVELLE EN PEAU DE CHAGRIN

Le territoire de l'Isle d'Abeau sera réduit des deux tiers

De notre correspondant régional

Lyon. — Un décret du premier ministre devait fixer très prochainement le nouveau périmètre de ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau, créée entre Lyon et Grenoble par un décret interministériel d'aménagement du territoire datant de 1968. Le Conseil d'Etat a en effet émis tout récemment un avis qui constitue un coup de frein à ce projet.

Le périmètre de la ville nouvelle englobait jusqu'à présent vingt et une communes (dix totalement et onze partiellement) regroupées dans un syndicat communal d'aménagement (SCANIDA).

Le nombre d'habitants en 1985. Or quarante-cinq mille cinq cents personnes ont été recensées en mars 1978. Même si l'on considère généralement que dix mille nouveaux résidents sont arrivés depuis — dont plus de six mille dans les quartiers neufs — ou reste en deçà des prévisions initiales, soit trente-cinq mille habitants nouveaux en 1980.

et des collectivités locales en permettant la rentabilisation des grands équipements réalisés. Le conseil général de l'Isère avait, de son côté, demandé à l'urbanisme le 16 octobre dernier, que la charge de L'Isle-d'Abeau soit transférée à l'établissement public régional, que l'Etat respecte ses engagements et qu'on limite les équipements aux besoins réels de la population existante.

BERNARD ELIE.

150 % d'augmentation des impôts locaux

Le Conseil d'Etat est favorable à un nouveau découpage qui réduirait des deux tiers la superficie de la ville nouvelle. Huit communes resteraient concernées, dont seulement deux pour la totalité de leur territoire : Saint-Quentin-Fallavier, où les zones industrielles aménagées ont accueilli sur 120 hectares un nombre croissant de nouvelles entreprises. Fontaine, où ont été construits les premiers quartiers neufs. Quatre autres communes (L'Isle-d'Abeau, Fauriol, Saurat, Alban-de-Roche et Le Vieux-Beaumont) étaient entièrement incluses dans le périmètre, voient leurs agglomérations anciennes englobées dans le nouveau territoire. Les deux autres communes (Bourgnon-Jallieu et Four) ne sont que partiellement maintenues dans des proportions généralement semblables à leur situation antérieure.

« Restée rurale »

An milieu de la disparition de ces industries traditionnelles, la municipalité (majorité présidentielle) paraît dépassée par les événements. A la suite de soubresauts locaux, elle en est à son troisième maire en moins de trois ans. Elle gémit que toutes les charges (école, hôpital, E.L.M., etc.) sont pour elle alors que les principales usines profitent à ses voisins. Ses rapports avec la gauche politique qui a dix ans au conseil (Flers est une ville ouvrière mais sans caractère de classe) elle est restée rurale, explique la C.F.D.T. ou syndicale sont tendus. Des incidents violents ont éclaté lors de réunions de l'Assemblée communale.

Cette réduction du périmètre de la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau n'est pas une surprise. Sans remettre en cause le projet de ville nouvelle (le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du 10 mars 1978, qui concerne trente-trois communes, n'est pas touché par cette mesure), la notification du périmètre vise à mettre fin aux difficultés qui étaient apparues à peine trois ans après la publication du décret en Conseil d'Etat créant l'agglomération nouvelle, le 11 août 1972, et la mise en place du syndicat communal d'aménagement quelques mois plus tard.

DAMAS transports ...32 présent dans... pay 120 agences en france 280 agences en europe 350 agences dans le monde

LIQUIDATION TOTALE POUR CAUSE DE TRANSFERT AVEC AUTORISATION PRÉFECTORALE Démarques réelles à partir de 30% Du 27 Décembre 78 au 20 Janvier 79

ence-Alpes-Côte d'Azur... pétroliers vont-ils faire...

Large advertisement for DAMAS transports with stylized text and contact information.

Le Rhin malade de...

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Chasseurs et pétroliers vont-ils faire main basse sur la Camargue ?

De notre correspondant

Marseille. — A peine l'affaire des vingt-six braconniers, qui chassaient depuis plusieurs années dans la réserve de Camargue, a-t-elle connu sa conclusion judiciaire (le Monde du 15 décembre) que deux dossiers préoccupants retiennent l'attention de tous les défenseurs de ce terroir exceptionnel. L'affaire du mas de Fielouse paraît aussi important que celle qui a vu trois années durant, en dépit des règlements et des procès-verbaux, des personnalités très connues de la région, chasser sur les terres du domaine d'Amphise, devenu réserve naturelle.

Le lien entre les abus commis à Amphise et ceux qui sont actuellement en cours sur les terres de Fielouse s'établit aisément lorsque l'on relève les noms des contrevenants. Parmi eux plusieurs braconniers d'Amphise qui semblent être repartis sur les 1 600 hectares de Fielouse, afin de continuer à se livrer à leur passe-temps sans se soucier de la réglementation.

Ce domaine géré par un groupement foncier agricole (G.F.A.) est situé au sud-est et en bordure de la réserve du Vaccarès. Il englobe l'étang du Fournelet, qui était, jusqu'à cette année, en communication directe avec le Vaccarès. L'étang et les terres avoisinantes font partie des sites classés depuis 1982. De ce fait, aucune modification des lieux ne peut être entreprise sans l'avis de la commission des sites.

Des baignoires et des carcasses d'autos

Or, en mai 1978, les bulldozers prennent position au sud du domaine et, en deux mois, deux digues étaient construites. La première, longue de 444 mètres, a coupé l'étang du Fournelet de celui du Vaccarès. Pour l'édition, plus de trois cents baignoires — probablement achetées à la casse — ont été employées, servant d'ossature pour combattre l'érosion des vagues. La seconde digue de 35 mètres située à 1 kilomètre au sud de la première, a été renforcée par des carcasses de voitures. Entre les deux ouvrages se trouve un territoire de 50 hectares qui fut rempli d'eau douce au cours du mois d'août. Pour compléter l'installation, un troisième digue nord-sud coupe le nouvel étang en deux parties. En outre, on a creusé un canal artificiel de 6 à 9 mètres de large et construit un pont en béton équipé de vannes.

Le motif de ces « grands travaux » est devenu clair lorsqu'on a vu durant l'été s'élever le long du nouvel étang des postes de chasse bétonnés dont certains provenaient d'Amphise. Dès le début du chantier, inter-

ventions et mises en garde se sont multipliées : visite du directeur du parc régional, procès-verbal dressé par la Société nationale de protection de la nature (S.N.P.N.), dépôt de plainte pour dégradation de la réserve, démarches auprès du préfet de région, enquêtes de gendarmerie, mise en demeure du parquet de Tarascon, procès-verbaux pour poursuite de travaux illégaux. Le 12 juillet, les propriétaires de Fielouse ont été avertis que plusieurs parcelles en cause faisaient l'objet d'un projet de classement en réserve naturelle signée par M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement. Pourtant, le chantier arrivait à son terme le 20 août.

Selon les responsables du parc régional de Camargue l'affaire du mas de Fielouse est inacceptable. « La législation a été ouvertement bafouée », dit M. André Olivaux, directeur du parc. « Laisser faire serait créer un dangereux précédent ». Le 9 octobre, le conseil d'administration du parc a adopté une motion condamnant les travaux qui violent la charte du parc.

En outre, de pareilles modifications du site peuvent nuire à l'équilibre écologique de la Camargue que l'on sait fragile (1). Les scientifiques craignent que les endiguements ne

modifient le régime des eaux et, en conséquence, la salinité de l'étang du Vaccarès. Des remontées d'eau et de sel sont à redouter dans les domaines riverains. L'interruption des échanges entre le Vaccarès et le Fournelet peut avoir des effets sur la flore et la faune. Inutile d'insister sur l'aspect inesthétique des baignoires et carcasses de voiture.

Aussi les autorités du parc régional demandent-elles que toute initiative soit arrêtée tant que l'enquête hydraulique prescrite par le préfet de région ne sera pas publiée. D'autres défenseurs de la Camargue jugent cette réaction trop « tiède ». La Société nationale de protection de la nature a engagé une action judiciaire contre les propriétaires de Fielouse. La section des Bouches-du-Rhône de l'Union régionale vie et nature (U.R.V.N.) se joint à cette initiative en se portant partie civile. « Nous ne pouvons pas nous contenter d'arrêter les travaux, dit son vice-président M. André Rivolta, conseiller biologique. Il faut obtenir une remise en état des lieux ».

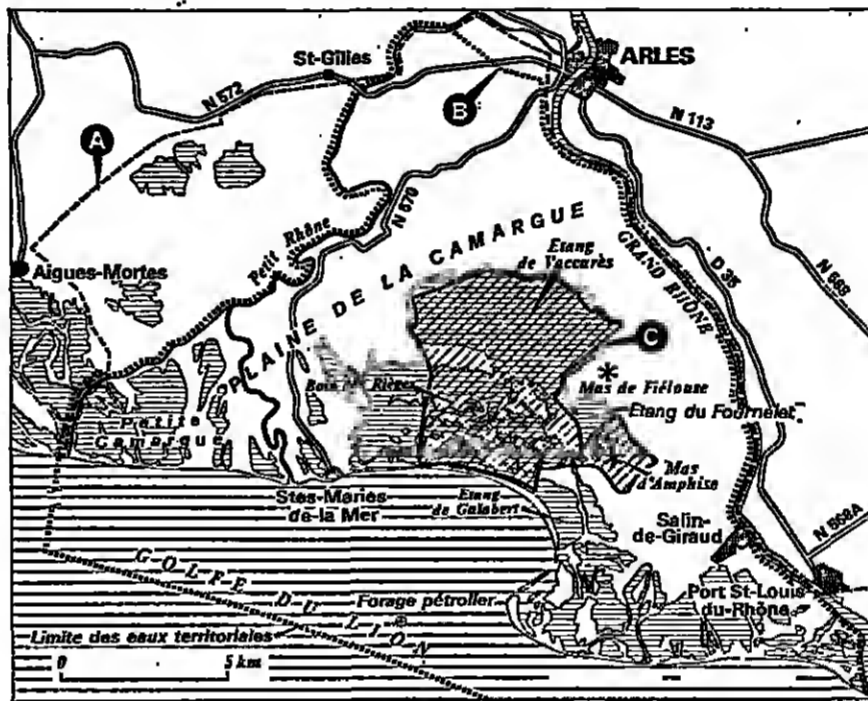
(1) Lire à ce sujet la remarquable ouvrage intitulé l'Espèce et le Temps en Camargue, par Bernard Picon, (mai 1978), aux Editions Actes-Sud, 264 pages, 42 francs.

Mais comme si un péril ne venait jamais seul un autre chantier mobilise les inquiétés : celui du forage entrepris depuis le 30 novembre par Elf-Aquitaine, à 5 kilomètres des rivages de Camargue. Le sondage doit plonger jusqu'à 4 000 mètres de profondeur à la recherche de pétrole. Malgré les assurances données par le groupe pétrolier, on est inquiet aux Saintes-Maries-de-la-Mer.

L'association pour la défense de l'environnement, la lutte contre les pollutions et la sauvegarde de la vallée du Rhône, que préside M. Vincent Forelli, maire (P.C.) de Port-Saint-Louis-du-Rhône, et qui vient de faire parvenir au ministère de l'environnement et du cadre de vie un plan de cinq ans pour sauver le Rhône, a publié une motion de protestation qui s'ajoute à d'autres. Elle indique que les élus locaux sont mis devant le fait accompli, que le forage est effectué à l'intérieur du domaine maritime couvert par le périmètre du parc et que les moyens de combattre une éventuelle pollution paraissent faibles.

On est d'autant moins pressé de voir l'« or noir » surgir au large de la Camargue qu'une autre demande de permis de recherche a été déposée l'an dernier par la société Eurafrep pour un secteur situé non loin de là, à Vauvert, dans le Gard.

JEAN CONTRUCCI.



A. Limites du site inscrit. — B. Limites du parc régional. C. Limites de la réserve.

Ile-de-France

FRONDE A SURESNES

Moins d'emplois, plus d'impôts

Le départ des usines et des entreprises explique-t-il, à lui seul, la croissance rapide des impôts locaux à Suresnes (Hauts-de-Seine) ? C'est sur cette question que s'affronte actuellement la municipalité socialiste, que dirige M. Robert Pontillon, et l'association « Mieux vivre à Suresnes ».

Pour M. Jean-François Trébuchet, président de cette association, « les Suresnais supportent, relativement aux communes voisines, des impôts locaux énormément lourds. Un ménage avec deux enfants, occupant un appartement d'environ 65 mètres carrés, paye à Suresnes 1 030 francs d'impôts locaux, contre 400 francs ou 100 francs dans les communes voisines de Puteaux et de Saini-Cloud. La taxe communale de l'impôt, qui était déjà de 14,4 % en 1978, est passée à 21,5 % en 1978 contre 7,9 % à Nanterre ou 14,5 % à Suresnes ».

Certes, admet M. Trébuchet, Suresnes a enregistré ces dernières années une perte d'emplois importante (moins 10 % de 1969 à 1974) affectant gravement les ressources de la commune. « Pourtant, constate-t-il, la part relative de la taxe professionnelle dans le potentiel fiscal de Suresnes est restée stable. C'est donc, selon lui, ou chapitre des dépenses qu'une explication doit être cherchée : Au cours des deux derniers exercices, les dépenses de fonctionnement inscrites au budget primitif de Suresnes ont

augmenté successivement de 15 %, puis de 22 %, Ces chiffres ont de quoi inquiéter », considère M. Trébuchet, qui précise : « Il n'est pas question pour nous de remettre en cause l'action sociale de la municipalité. Il est certaines dépenses que nous ne contestons nullement, mais nous payons nettement plus d'impôts que des communes limitrophes qui ne sont pas mieux loties. Et nous considérons que s'il est vrai que la commune est pauvre, elle ne peut se permettre de mener une politique de riche ».

« Ce n'est pas vivre au-dessus de ses moyens que de faire face à un certain nombre d'obligations sociales », rétorque M. Pontillon, qui maintient que la dégradation des finances locales « n'est que l'effet induit de la désindustrialisation ». En outre, compte tenu des dépenses obligatoires, « la marge d'initiative communale ne joue que sur 20 % environ du budget ». Des lors, le maire socialiste conclut, un peu hâtivement sans doute, que ceux qui tentent aujourd'hui de mieux comprendre leur feuille d'impôt « ne sont que des opposants politiques à l'effet d'un bon thème de campagne électorale ». Pour l'heure, les membres de l'association Mieux vivre à Suresnes ont demandé à la municipalité d'être associés à la prochaine élaboration du budget

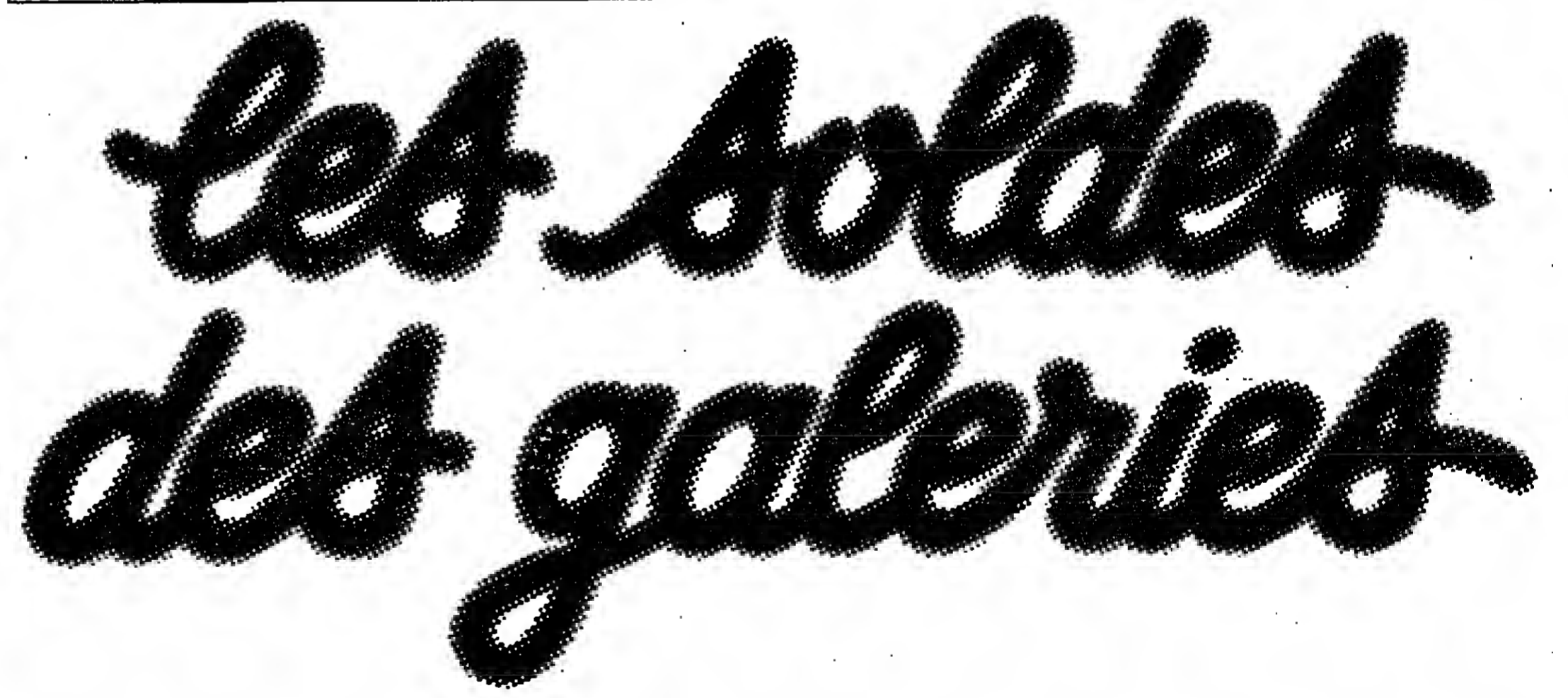
FRANÇOIS ROLLIN.

LA MANIÈRE DONT A ÉTÉ PRÉPARÉ LE BUDGET SOCIAL DES HAUTS-DE-SEINE

EST ANTIDÉMOCRATIQUE, indique les communistes

Les élus de la majorité du conseil général des Hauts-de-Seine ont le sens de la mise en scène. Ils viennent de le prouver au cours de la discussion du budget primitif 1979, un important budget puisqu'il représente 1,5 milliard de francs. Alors que les travaux préparatoires pour établir ce budget étaient achevés, et alors que les commissions avaient déjà été réunies, les conseillers généraux de la majorité (R.P.R., U.D.F.) ont attendu la dernière minute pour annoncer, comme par surprise, un nouveau « train » de mesures sociales. Celles-ci comportent 12 millions de francs de crédits pour l'installation de mille alibi (cassis lumineuses) destinées aux personnes âgées et aux handicapés, et pour l'extension de la gratuité des transports à certaines catégories de citoyens défavorisés. L'annonce in fine de ces me-

ures, que M. Jacques Baumel, député et maire R.P.R. de Rueil, président de l'assemblée, n'a pas hésité à qualifier lui-même de « coup de théâtre », avait en effet de quoi étonner. Les douze élus communistes de l'opposition, surpris par un tel procédé, n'ont pu que rétorquer en proposant à leur tour un programme de mesures sociales ambitieuses, et sentent à peine reprocher par leurs adversaires de ne pouvoir immédiatement le chiffrer. Les élus communistes n'ont pas manqué cependant de s'élever à nouveau contre « la manière foncièrement antidémocratique avec laquelle le budget est préparé en coulisses ». « Il est peu digne, a déclaré M. Pierre Sédra, conseiller général communiste de Colombes, d'opérer ainsi grossi le poste « Réserve » pour pouvoir réaliser une opération électorale à la dernière minute. » — F. R.



et des prix inattendus sur de très grandes marques, du 26 décembre au 13 janvier.

Galerias Lafayette

HAUSSMANN - MONTPARNASSE

سكزامن الاصل

— 30 pages de...
— 100 pages de...
— 200 pages de...
— 300 pages de...

LIQUIDATION
MALE
MALE
MALE

Man d'antln

AGRICULTURE

Le projet de loi d'orientation agricole

La réforme foncière fera l'objet d'un texte distinct

Le ministre de l'Agriculture a transmis la semaine passée le texte du projet de loi d'orientation pour l'agriculture aux organisations syndicales et professionnelles... PROTECTION SOCIALE DES EXPLOITANTS...

ORGANISATION DE LA PRODUCTION... FISCALITE... Un projet de loi sera présenté d'ici à décembre 1981 pour adopter un régime fiscal qui permette une

AUTOMOBILE

RENAULT 30 TX : PLUS DE NERF ET PLUS CHER

Un an après Peugeot avec sa 601 TX, Renault à son tour, adopte pour le 6 cylindres de ses voitures de haut de gamme, les 30, l'alimentation par injection... AUTOMOBILE... L'autre modification qui intervient ne concerne pas la mécanique mais une utilisation plus complète de la condensation électromagnétique des portières...

DEUX ESSAIS

Austin Princess 2000 : une « deux litres » très accessible

Le moteur qui équipe la nouvelle Austin Princess 2000 est nouveau... Elle a cependant reçu des améliorations, une belle moquette, un pare-brise Triplex... MICHEL BERNARD...

Labourage et pâturage...

En fait, le loi d'orientation pour l'agriculture du troisième millénaire, doit la préparation loi imposée et annoncée par le chef de l'Etat... Les principes généraux, enfin, sur lesquels personne ne peut être en désaccord...

L'aménagement rural

L'usage, il n'est pas niable côté moteur, la TX révèle ainsi animée plus de souplesse, côté boîte, un confort de conduite et une réduction de consommation de l'ordre de 2 litres aux 100 km...

L'automobile à gaz dérange

Clandestin jusqu'au 31 décembre (1), le gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) prépare ses noces avec l'automobile depuis que sa fiscalité a été enfin définie par la loi de finances pour 1979... Ce mariage est tardif : il y a belle lurette que le quasi-totalité des taxis japonais doivent rouler au G.P.L.

TRANSPORTS

IMPORTANTE BAISSÉ DES TARIFS AÉRIENS ENTRE PARIS ET LA RÉUNION

Saint-Denis-de-la-Réunion. — M. Le Theule vient d'annoncer l'instauration de nouveaux tarifs aériens entre la Réunion et Paris... MAURICE BOTOL

L'ARMAGNAC DES Ducs issu de vieux cépages Gascons est distillé lentement puis vieilli dans des fûts de chêne à Panjas, Gers.

CARNET

- Mariages: Catherine GALLIX et Jean-Claude BELLAN... Décès: On nous prie d'annoncer le décès du docteur Gabriel CATONNE... Communications diverses: Noël pour trente-sept orphelins négligés du Nicaragua...

STYLES ANCIENS. MEUBLES DÉCORATIFS. TOUTES ÉPOQUES. R. BERBIGIER. 961.14.97. 42000 ARGENTUIL

ENERGIE. SOI. BATHING INSTALLATION. Large advertisement with various graphics and text.

صحة من الأصل

ENERGIE

ALGER : l'annulation d'un contrat de vente de gaz naturel aux Etats-Unis « est une décision dépassée »

De notre correspondant

Alger. — Une décision « dépassée » qui n'aura de répercussions ni sur le niveau des objectifs de vente de gaz algérien tel qu'il avait été arrêté par le second plan quadriennal 1975-1977, ni sur la réalisation du programme de développement de ce secteur... tel est le commentaire des « milieux autorisés » du ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques après le refus de l'administration américaine d'autoriser la société Tenneco à donner suite au contrat qu'elle avait conclu en 1973 avec la Sonatrach pour la fourniture annuelle de 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié.

Les accords passés avec les Etats-Unis resteront donc, provisoirement du moins, au nombre de quatre. Le plus important porte sur la livraison à la société El Paso de 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel, pendant vingt-cinq ans... Les livraisons ont commencé ces derniers mois à partir du complexe G.N.L. 1 d'Arzew, qui devrait produire bientôt à pleine capacité.

La production américaine (10 milliards de mètres cubes). Les deux contrats qui restent en suspens, celui de Tenneco et celui d'El Paso, devaient être approuvés au plus tard le 31 décembre 1977. Ils ne l'ont pas été en raison des réticences de Washington à accepter un prix du gaz beaucoup plus élevé que les prix intérieurs américains, au moment où le Congrès rechignait à voter le programme énergétique du président Carter.

En 1978, elle a passé avec plusieurs sociétés américaines des accords portant au total sur 17,2 milliards de mètres cubes. Le dernier de ces contrats a été signé le 21 décembre avec Deutsche B.P. A.G. filiale allemande du groupe B.P. Il prévoit la livraison annuelle, à partir de 1985 et pour vingt ans, de 4,5 milliards de mètres cubes de gaz sous forme liquéfiée.

BIBLIOGRAPHIE

L'Etat E.D.F.

Pandra-t-il autoriser Electricité de France à commander des centrales nucléaires à la K.W.U. ouest-allemande ? A en croire les auteurs de l'état E.D.F. (1), Frédéric de Gravelaine et Sylvie O'Dy, toutes deux journalistes, « les pouvoirs publics, interrogés plusieurs fois en ce sens par E.D.F., ne lui ont toujours pas répondu ».

La création voulue par le gouvernement d'un monopole de France pour la construction des chaudières nucléaires et d'assistance pour les turbo-alternateurs (après la fusion jugée souvent aberrante rue de Monceau entre Alstom et la Compagnie électromécanique) n'est pas sans risques pour l'établissement public.

Pourtant, l'Etat E.D.F. est bel et bien : qu'on en juge par la taille croissante de ses équipements, la centralisation toujours plus poussée de sa production, ses vingt-deux millions de clients, les 20 milliards de francs annuels d'investissements nécessaires dans les années à venir ou ses cent mille agents. De son sentiment — justifié — de n'avoir jamais falli à sa mission de service public, l'entreprise nationale tire l'argument qu'elle est infaillible. Et ce sentiment là n'est pas seulement celui de la technocratie dirigeante des polytechniciens ingénieurs des mines (M. Boiteux, l'actuel directeur général, est certes normalien, mais il a été nommé polytechnicien d'honneur) mais de la majorité du personnel. Mais l'Agence pour les économies d'énergie et la C.G.T. grande : « Le gouvernement sacrifie la juste politique E.D.F. et de G.D.F. sur l'autel des profits pétroliers ».

ont toujours fait — depuis Pierre Massé — la réputation de l'entreprise tant en France qu'à l'étranger. Grâce à ces études, Electricité de France a imposé un modèle de consommation énergétique — donc de développement de l'électricité — qui justifie un recours massif au nucléaire. L'établissement public a-t-il — par goût de la puissance — rendu son âme pour l'atome civil ? « E.D.F.», estiment Frédéric de Gravelaine et Sylvie O'Dy, y perd à la fois du prestige et de la crédibilité. Elle s'expose au risque grave de ne pas remplir sa mission. Elle joue sur une corde raide avec des milliards et se heurte à la contestation. Elle y perd aussi son unité. (L' « Unité » à l'intérieur de la maison s'élargit.)

Peut-être faut-il regretter que les très nombreuses informations et anecdotes recueillies auprès d'interlocuteurs trop souvent anonymes manquent parfois de liant. Mais une analyse critique de l'E.D.F. et de sa politique faisait défaut. Cette tentative d'introduction d'une des entreprises publiques les plus importantes et les plus secrètes remédie à cette absence.

BRUNO DETHOMAS.

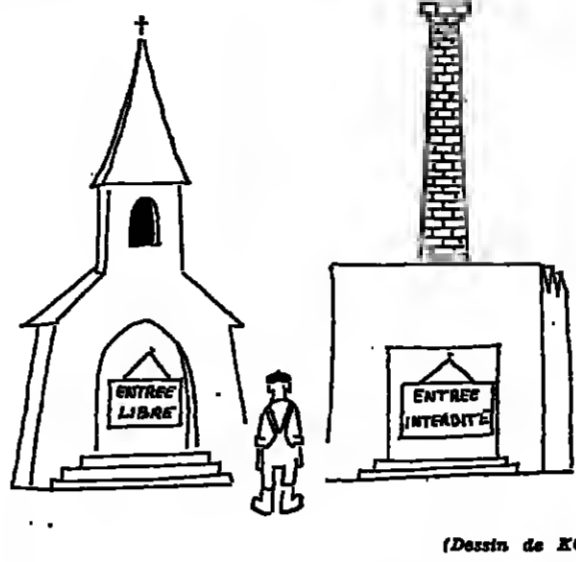
(1) L'Etat E.D.F., par Frédéric de Gravelaine et Sylvie O'Dy, aux Editions Alain Moreau, 348 p., 49,30 F.

FAITS ET CHIFFRES

L'évêque de Sées se prononce pour une meilleure répartition du travail

L'évêque de Sées (Orne) a lancé un appel pour une meilleure répartition du travail lors de l'Yves Trépoël au milieu des cinquante-deux salariés rattachés de licenciement au 31 décembre par suite de la fermeture des mines de fer exploitées sur la commune, a rappelé qu'en cette période de pénurie « il n'est pas chrétien de vouloir avant tout tirer son épingle du jeu ».

« Pourquoi, a-t-il demandé, quand deux salariés ne sont pas indispensables pour le budget d'un foyer, ne pas abandonner l'un et permettre à un jeune adulte de retrouver du travail ? » L'évêque de Sées a par ailleurs dénoncé « l'inhumanité de notre société ». « Quelle que soit la complexité de la situation économique, est-il humain, a-t-il questionné, de prendre une décision, qui touche des centaines, parfois des milliers de personnes, sans que la plupart des intéressés aient leur mot à dire. »



(Dessin de KONZ.)

L'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) renove ses méthodes pédagogiques

Fortes de ses cent vingt-quatre centres, trois mille sections et quarante-trois mille cinq cents postes de travail, l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.), qui emploie neuf mille personnes, dont un peu plus de quatre mille enseignants, et qui accueille près de soixante-dix mille stagiaires par an, est le plus ancien et le plus important des organismes de formation professionnelle, a rappelé son directeur général, M. Jean Chazal, au cours d'une récente conférence de presse tenue au centre de Stains (Seine-Saint-Denis).

Créée en 1948, l'A.F.P.A. (1), qui offre des possibilités de formation dans plus de trois cents spécialités du bâtiment, des métaux, de l'électricité et du secteur tertiaire, et qui travaille en étroite liaison avec les milieux professionnels, a connu, en 1978, une progression globale de son activité de 2 %.

Mais, durant le premier semestre de cette année, la concurrence du premier « pacte national » en faveur de l'embauche des jeunes qui faisait envisager une diminution de l'ordre de 8 % des stagiaires âgés de seize à dix-huit ans. Le second « pacte » n'avait, en revanche, aucun effet sur le recrutement de l'A.F.P.A. En fait, cet organisme a noté une forte progression, de 12 % à 14 %, dans le domaine des heures de formation continues.

Des crédits insuffisants

Le budget 1979 de l'A.F.P.A. est de 1 milliard 200 millions de francs pour ce qui concerne les crédits de fonctionnement ; il est en hausse de 14 % pour les dépenses de personnel, mais seulement de 3,5 % pour les crédits d'activité des sections, a regretté M. Jean Chazal. Et les crédits d'équipement (145 millions de francs) sont en stagnation. Or, compte tenu de la longueur des files d'attente des stagiaires, il faudrait actuellement créer trois cent quarante sections supplémentaires.

Lors d'une conférence de presse tenue avant celle du directeur général des syndicats C.G.T.-C.F.D.T. et F.O. de l'A.F.P.A., l'association a dénoncé cette situation en indiquant notamment : « L'Etat consacre, en 1978, 7120 millions de francs à la formation professionnelle, qui, pour l'essentiel, seront distribués aux organismes de formation du secteur privé. Les syndicats, qui déplorent aussi la place réellement faible réservée dans le dispositif de l'A.F.P.A. aux travailleurs », qui représentent aujourd'hui 15 % des stagiaires, affirmaient : « La loi politique est claire : la formation professionnelle doit être l'affaire du patron et des syndicats. »

M. Jean Chazal indiquait également que l'A.F.P.A. manquait de moyens en personnel remplaçant, et, comme pour illustrer son propos, le syndicat C.G.T. du centre de Stains réclamait la création d'un poste d'infirmière à temps complet, qui manque dans cet établissement de sept cents personnes.

(1) 12, place de Villiers, 93108 Montreuil.

Le comité d'entreprise des Papeteries Navarre, à Roanne (Loire), a été saisi vendredi 22 décembre par la direction d'une mesure de licenciement concernant cent quinze personnes sur les sept cents que compte l'entreprise. Une trentaine de salariés seront mis en pré-retraite, selon la direction, et des actions de formation permanente sont à l'étude pour les autres licenciés.

FAITS ET CHIFFRES

Le gouvernement belge a décidé de lancer un plan de sauvetage du secteur textile sur cinq ans, assorti d'une aide financière de l'Etat de 75 milliards de francs belges (51,7 milliards de francs français environ). Ce plan, analogue à celui mis en place pour la sidérurgie, comportera des mesures de : reconstruction financière, modernisation, reconversion. La production de l'industrie textile belge a diminué de 20 % entre 1972 et 1977, et les effectifs qui sont employés dans cette branche ont diminué de près d'un quart, tandis que le nombre d'entreprises se réduisent à 8 %.

Le groupe Thomson renforce son contrôle sur sa branche informatique. — Il vient de racheter au groupe Schneider sa participation de 15 % dans la holding Cogis, qui contrôle la SEMS, la CITEC (usine de Toulouse de l'ex-C.L.L.) et la SIMSA (informatique militaire). Thomson, qui avait déjà racheté en 1977 la participation de l'Institut de développement industriel, détient désormais 70 % du capital de Cogis, la Compagnie générale d'électricité conservant 28 % et Kalt Sainte-Thérèse 2 %.

Le Monde o publie dans son supplément numéro (daté du 26 décembre) LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE 1978

LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE 1978

Le déficit de la balance commerciale française a atteint 9 196 millions de francs, contre 8 833 millions de francs en 1977. Pour les neuf premiers mois de 1978, le surplus courant s'établit — en chiffres bruts — à 9 196 millions de francs. C'est le troisième trimestre de 1978, enregistré un excédent de 1 440 millions de francs en chiffres bruts, sensiblement inférieur à celui du trimestre précédent (8 833 millions de francs). Cette réduction, indique le ministère de l'économie, résulte en partie du jeu des facteurs saisonniers, puis — après correction — l'excédent a atteint 3 730 millions de francs au troisième trimestre, au lieu de 6 490 millions de francs au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 1977, le résultat traduit une amélioration de 7,3 milliards de francs du solde des opérations courantes avec l'étranger, imputable pour les deux tiers au redressement des échanges commerciaux et pour un tiers à la vive progression des recettes nettes enregistrees au titre des échanges de services. Pour les neuf premiers mois de 1978, le surplus courant s'établit — en chiffres bruts — à 9 196 millions de francs.

LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE 1978

Le déficit de la balance commerciale

Le déficit de la balance commerciale française a atteint 9 196 millions de francs, contre 8 833 millions de francs en 1977. Pour les neuf premiers mois de 1978, le surplus courant s'établit — en chiffres bruts — à 9 196 millions de francs. C'est le troisième trimestre de 1978, enregistré un excédent de 1 440 millions de francs en chiffres bruts, sensiblement inférieur à celui du trimestre précédent (8 833 millions de francs). Cette réduction, indique le ministère de l'économie, résulte en partie du jeu des facteurs saisonniers, puis — après correction — l'excédent a atteint 3 730 millions de francs au troisième trimestre, au lieu de 6 490 millions de francs au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 1977, le résultat traduit une amélioration de 7,3 milliards de francs du solde des opérations courantes avec l'étranger, imputable pour les deux tiers au redressement des échanges commerciaux et pour un tiers à la vive progression des recettes nettes enregistrees au titre des échanges de services.

Et étranger

Les échanges commerciaux avec l'étranger ont progressé de 11,5 % au troisième trimestre de 1978, au lieu de 10,8 % au deuxième trimestre. Les importations ont augmenté de 12,5 % au troisième trimestre de 1978, au lieu de 12,1 % au deuxième trimestre. Les exportations ont progressé de 11,5 % au troisième trimestre de 1978, au lieu de 10,8 % au deuxième trimestre.

LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE 1978

Le déficit de la balance commerciale française a atteint 9 196 millions de francs, contre 8 833 millions de francs en 1977. Pour les neuf premiers mois de 1978, le surplus courant s'établit — en chiffres bruts — à 9 196 millions de francs. C'est le troisième trimestre de 1978, enregistré un excédent de 1 440 millions de francs en chiffres bruts, sensiblement inférieur à celui du trimestre précédent (8 833 millions de francs). Cette réduction, indique le ministère de l'économie, résulte en partie du jeu des facteurs saisonniers, puis — après correction — l'excédent a atteint 3 730 millions de francs au troisième trimestre, au lieu de 6 490 millions de francs au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 1977, le résultat traduit une amélioration de 7,3 milliards de francs du solde des opérations courantes avec l'étranger, imputable pour les deux tiers au redressement des échanges commerciaux et pour un tiers à la vive progression des recettes nettes enregistrees au titre des échanges de services.

LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE 1978

Le déficit de la balance commerciale française a atteint 9 196 millions de francs, contre 8 833 millions de francs en 1977. Pour les neuf premiers mois de 1978, le surplus courant s'établit — en chiffres bruts — à 9 196 millions de francs. C'est le troisième trimestre de 1978, enregistré un excédent de 1 440 millions de francs en chiffres bruts, sensiblement inférieur à celui du trimestre précédent (8 833 millions de francs). Cette réduction, indique le ministère de l'économie, résulte en partie du jeu des facteurs saisonniers, puis — après correction — l'excédent a atteint 3 730 millions de francs au troisième trimestre, au lieu de 6 490 millions de francs au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 1977, le résultat traduit une amélioration de 7,3 milliards de francs du solde des opérations courantes avec l'étranger, imputable pour les deux tiers au redressement des échanges commerciaux et pour un tiers à la vive progression des recettes nettes enregistrees au titre des échanges de services.

SOCIAL

FISCALITE

LES VOYAGEURS EUROPEENS POURRONT RAPPORTER CHEZ EUX EN FRANCHISE DAVANTAGE DE MARCHANDISES

Bruxelles (Communautés européennes) (A.F.P.). — Les franchises fiscales pour les voyageurs des pays de la C.E.E. qui achètent des marchandises dans un autre pays du Marché commun seront sensiblement relevées à partir du 1er janvier. Ainsi en a décidé le Conseil des ministres des Neuf. Echanges depuis 1972, ces franchises fiscales vont donc passer de 125 unités de compte à 150 (1 unité de compte = 1,38 dollar).

Pour les voyageurs français, la franchise passe de 697,50 F à 1 038 F. En revanche, la réglementation sur les tabacs (trois cents cigarettes) sur les alcools (1,5 litre), sur les emballages (3 litres) reste inchangée, tandis que le nombre de litres de vin autorisé passe de trois à quatre.

Enfin, les petits cadeaux pourront franchir les frontières sans payer de taxes jusqu'à un montant de cinquante unités de compte (390 F).

Advertisement for Sonacome, featuring a logo and text in Arabic and French: 'الشركة الوطنية للألات الميكانيكية SONACOME APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL'. It describes a call for offers for the construction of a complex industrial site in Bordj Menaïa, Algeria.

Le Monde

صكزا من الأهل

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES — GAULLISME
- 3. ETRANGER — SYRIE : le régime fait face à un large mouvement de mécontentement.
- 4. DIPLOMATIE — La normalisation des rapports entre la Chine et les Etats-Unis.
- 5. AMERIQUES — « La Pakistan dans l'attente », par Gérard Viretelle.
- 6. EUROPE — Les affrontements au Tchad : un entretien avec le président Maillaum.
- 7. SOCIÉTÉ — EDUCATION : l'UNEF traverse une période difficile ; POINT DE VUE : « Un toit pour tous les étudiants », par Paul Robel.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
PAGES 9 et 10.

- LIBRES OPINIONS : « L'investissement de la recherche scientifique », par Paul-Henri Chambard de Lave.
- Une société italienne a mis au point le premier système global de contrôle de la traction automobile.
- Une installation industrielle de vitrification des produits radioactifs fonctionne depuis six mois à Marcoule.

- 11. LETTRES
- 11. ACTUALITÉ MÉDICALE
- 12. JUSTICE — « Sécurité et police », par Cosmoyor.
- 14 à 16. CULTURE
- 17. MODES DU TEMPS
- 20-21. RÉGIONS — ALSACE : « La France, possible de l'Europe ? », point de vue par Jean Kaspar.
- 22 à 24. ÉCONOMIQUE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (16).
Annonces classées (18 et 19).
Agriculture (19).
Journals officiels (19).
Météorologie (19).
Mots croisés (19).
Bourse (20).

hélène vanner
vêtements enfants et jeunes filles
SOLDE
à partir de 30 %
pendant les soldes, une remise exceptionnelle de 20 % sera faite sur tous les articles non soldés
402, RUE ST-HONORÉ
9 h 30 à 19 heures sans interruption du 26 déc. au 6 janvier

Notre Casque de Noël
-20%
JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER
9 BD DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPERA - 256.55.18

LATREILLE
SOLDES ANNUELS
A TOUS NOS RAYONS
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6^e
PARQUING ATTENDU A NOS MAGASINS

Alger souhaite recevoir davantage de coopérants français dans l'enseignement

Le conseil de la révolution et le conseil des ministres se sont réunis lundi 25 décembre au Palais du gouvernement, en présence du président de l'Assemblée populaire nationale, « pour faire le point de la situation politique, économique et sociale ». L'agence Algérie Presse Service a en outre annoncé que les autorités ont pris « un certain nombre de décisions pour assurer la coordination des rouages de l'Etat ainsi que la périodicité des réunions communes du conseil de la révolution et du gouvernement ». Celle de lundi est la seconde annoncée officiellement.

Alger. — La coopération culturelle, scientifique et technique franco-algérienne porte bien. Elle n'a pas jusqu'à présent trop gravement affectée par les vicissitudes politiques qui ont caractérisé les relations bilatérales ces deux dernières années. L'amélioration du climat constaté depuis le début de l'été dernier à la suite des visites de M. Bonifera à l'Elizée ne peut qu'avoir une influence favorable sur la relation normalisée de part et d'autre, comme en témoignent les résultats positifs des deux réunions qui viennent de se tenir, la première à Oran, la seconde à Paris. Fait exceptionnel, le quotidien El Moudjahid a fait état de l'une comme de l'autre.

Deux mille neuf cents coopérants civils travaillent en Algérie. La majorité d'entre eux sont enseignants ; sept cent soixante dans le supérieur et mille dix cent dans le secondaire. Des assistants techniques, un nombre de cinq cent cinquante, sont présents dans de multiples secteurs d'activités, de l'industrie à la santé, en passant par l'agriculture (1). Depuis quelques années, les candidatures pour un poste en Algérie connaissent une baisse régulière. En 1978-1979, le nombre de candidats civils avoisinait trois mille cinq cents. En 1979, pour la première fois, les chiffres se sont stabilisés dans le supérieur, et un timide renversement de tendance est même constaté dans le secondaire et la technique, cent trente enseignants supplémentaires ayant été recrutés par rapport à l'année précédente. Les efforts déployés par les autorités algériennes pour améliorer l'accueil, notamment dans le domaine du logement, ne sont sans doute pas étrangers à cette évolution.

FERMETURE DU FOYER FRANÇAIS DE TIZI-OUZOU

Le foyer français de Tizi-Ouzou, où se retrouvaient, pour des activités essentiellement culturelles, un certain nombre de coopérants vient de se voir notifier par les autorités un ordre de fermeture. Les enseignants qui avaient accepté notamment d'enseigner dans une troupe théâtrale, le Bœuf rouge, qui réalisait régulièrement de petits spectacles. Les enseignants, qui ont été agréés par les autorités algériennes, ainsi que l'exige la législation sur les associations. Son existence était cependant tolérée depuis plusieurs années.

On ne peut que déplorer une décision qui va à contre-courant de la volonté manifestée par les autorités algériennes de développer la coopération culturelle et technique. L'Annuaire des Algériens en Europe n'est pas non plus agréé par l'administration française. C'est là un fait regrettable qui incite les enseignants à refuser leur agrément à des associations françaises. Mais l'Annuaire des Algériens en Europe et ses nombreux lecteurs et correspondants ne voient pas, hormis quelques condamnables « bavures », leurs activités contrariées. Dans le cas du foyer français de Tizi-Ouzou, la réciprocité ne semble pas avoir joué.

scolariser les enfants des coopérants. Ces derniers ne s'accrochent pas toujours aisément des conditions de vie algériennes, et supportent mal les tracasseries d'une administration bureaucratique et tatillonne. La beauté des paysages, l'hospitalité des habitants, la réciprocité des lycéens et des étudiants dans

LE DRAME DE VERNUILLET (YVELINES)

M. Wignolle n'était pas menacé de licenciement déclare le directeur de la société qui l'employait

M. Philippe Wignolle, directeur des ventes de la société Arjomari-Prioux, une fabrique de papier, dont le siège social est à Paris-6^e, qui a tué sa femme et ses trois enfants, dans la nuit de Noël, à Vernouillet (Yvelines), avait de son donner la mort (le Monde du 26 décembre) n'avait reçu aucune lettre de licenciement et n'était nullement menacé de perdre son emploi, a déclaré aux policiers le directeur de cette société.

M. Philippe Wignolle était employé chez nous depuis plusieurs années, mais il avait fait il y a environ huit mois l'objet d'un changement de situation : l'ancien directeur de Vernouillet a été licencié, et aucun moment il n'avait été question de licenciement.

Un parent des victimes a précisé : « M. Wignolle avait déjà été chômeur, il y a deux ans, à la suite d'une concentration d'entreprises. Cela avait duré dix-huit mois, à une époque où l'assurance chômage n'existait pas. Depuis, la perspective de voir revenir ce chômeur le hantait, mais cette hantise n'a constitué qu'un motif accessoire pour le désespoir qui envahissait Philippe Wignolle. Le vrai motif de son abattement, c'est ce délabrement professionnel successif de son médium de directeur commercial d'une fabrique de papier, il avait perdu son emploi lors de la fusion avec une autre entreprise, puis nous retrouvons une situation à un rang inférieur dans la nouvelle société ainsi créée.

Ensuite, au fur et à mesure qu'il se voyait en déclin, il rétrogradait par rapport à son emploi d'origine. C'est ce délabrement progressif qui l'a amené à douter de lui et, pour finir, à rendre fou. C'est un drame de l'individualisme social », a conclu le parent de la famille Wignolle.

NORMAL ?
D'après ses collègues de travail, ce cadre des Yvelines qui s'est suicidé pendant le week-end de Noël était un homme tout à fait normal ; selon ses voisins et ses amis, la femme et les trois enfants qu'il a tués avant de se donner la mort menaient avec lui une vie tout à fait normale, dans une maison normale, entourée d'un jardin normal. Tout au plus craignait-il pour son avenir professionnel, ce qui, en cette période de crise, est également normal.

Cela signifierait-il que, dans nos sociétés normales, les gens meurent parfois d'être trop normaux ?

BERNARD CHAPIUS.

VILLARS Suisse
première station des Alpes vaudoises, à 1.300 m d'alt., à 20 min. de Montreux.
A VENDRE, dans domaine privé avec environnement protégé, quelques
APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT
Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes. Crédit jusqu'à 70 % sur 20 ans. Intérêts 5%.
Directement du constructeur :
IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.
Case postale 62 - CH-1884 VILLARS-sur-OLLON
Tél. 25/31039 et 32206.

LA C.E.E. SOUHAITE QUE DES REPRÉSENTANTS DE L'OPEP ET DES PAYS INDUSTRIALISÉS SE RENCONTRENT

M. Guido Brunner, commissaire européen à l'énergie, a invité les pays exportateurs de pétrole à rencontrer les pays industrialisés et le Japon pour discuter de ce qu'il appelle « la nouvelle hausse insupportable des prix du pétrole ». Les augmentations ne servent à personne si elles ne peuvent être supportées par le marché, a précisé M. Brunner, qui a ajouté : « Il s'agit d'essayer en commun pour soutenir le dollar, donner au système monétaire européen une bonne chance de départ et favoriser la lutte contre l'inflation dans le monde occidental ».

Dans les Emirats arabes unis, lieu de la dernière réunion de l'OPEP, les réactions à cette proposition sont mitigées. Si le quotidien Al Itihad écrit : « Cette initiative pourrait constituer la base d'un dialogue constructif », un autre quotidien, Al Waha, y voit « une tentative visant à séparer l'OPEP du groupe des pays en voie de développement dont elle fait partie ». (A.F.P. Reuters.)

LE RÉGIME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE POUR 1979 CONSTITUE « UNE ERREUR MAJEURE », estime le C.N.P.F.

Dans un communiqué publié le mardi 26 décembre, le C.N.P.F. s'élève contre l'accroissement insupportable de la pression fiscale qui résultera par les entreprises de la loi définissant le régime de la taxe professionnelle pour 1979 telle que le Parlement vient de la voter.

« Une surcharge de 1 milliard et demi de francs est infligée aux entreprises. Elle s'ajoute à la progression incontrôlée des budgets locaux, progression qui est très supérieure à celle des prix et des salaires et qui entraîne une fiscalité dont les entreprises souffrent la majeure partie.

« Au total, c'est au minimum 7 milliards de francs supplémentaires que les entreprises devront verser, soit une augmentation de l'ordre de 23 % de leurs charges fiscales locales. Pour certaines entreprises, la majoration sera beaucoup plus forte.

« Une telle aggravation des charges est absolument contradictoire avec l'effort qui est attendu des entreprises par les collectivités locales pour investir et créer des emplois.

« Ce texte constitue donc une erreur majeure au regard des exigences du redressement économique national et de l'emploi. »

DANIEL JUNQUA.
(1) A ces « effets », il faut ajouter l'augmentation de la cotisation au service national actif (S.N.A.) contre mille trois cent douze en 1977-1978.
(2) La convention franco-algérienne stipule que la France finance 25 % du salaire des coopérants en Algérie jusqu'à concurrence de trois millions de francs par an. Au-delà de ce montant, les entreprises algériennes paient l'intégralité du traitement. Or, celui-ci est multiplié en moyenne par 1,5. Cette majoration est assez largement compensée par le fisc, qui prélève une dime importante.

MEILLEURS VŒUX avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 795 F dans un choix de 3.000 draperies
20 % sur PARDESSUS CACHEMIRE
ou **POILS DE CHAMEAU**
20 % sur IMPERS
Chemises - Echarpes - Pulls
Prix spéciaux sur les rayons
Prêt-à-porter Hommes
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (8^e)
Tél. : 737577

M. FRANCIS DORÉ AMBASSADEUR AUX SEYCHELLES
Le Journal officiel du 27 décembre annonce la nomination de M. Francis Doré au poste d'ambassadeur auprès de la République des Seychelles, en remplacement de M. Cholesse-Fraslin.
En 1939, M. Doré était depuis 1974 chargé de mission au cabinet du président de l'Assemblée nationale. Maître de conférences à la faculté de droit de Toulouse en 1963, il est professeur de droit à Phanom-Panh et conseiller juridique du gouvernement cambodgien de 1965 à 1969. De 1965 à 1974, M. Doré était conseiller culturel auprès de l'ambassade de France en Inde.

SAUVETAGE EN MER PENDANT LA NUIT DE NOÛL — Les douze occupants d'un cargo suédois, l'Alstern, qui avait fait naufrage dans la mer du Nord, ont été sauvés, dans la nuit de Noël, par un bateau britannique. Ces douze personnes — huit hommes d'équipage et quatre femmes — avaient réussi à quitter l'Alstern, pour s'embarquer dans un canot de sauvetage. Elles furent alors recueillies par un navire britannique qui faisait route vers Aberdeen. — (A.F.P.)

Le numéro du Monde — daté 26 décembre 1978 a été tiré à 412 903 exemplaires.

LE MESSAGE DE JEAN PAUL II AUX FIDÈLES DE CRACOVIE A ÉTÉ LU DANS TOUTES LES ÉGLISES DE L'ARCHIDIOCÈSE.

Varsovie (A.F.P.). — Le texte intégral du message de Noël de Jean Paul II aux fidèles de Cracovie a été lu dans toutes les églises de l'archidiocèse. Interrogé le 25 décembre au téléphone par l'A.F.P. le curé de la cathédrale du château de Wawel à Cracovie, le Père Kazimierz Fiedoruk, a déclaré que la lecture du document papal avait été « recommandée » à l'ensemble du clergé de l'archidiocèse par Mgr Julian Groblicki, assurant l'intérim.

Le message du pape avait fait l'objet d'un sérieux désaccord entre l'administration de la censure à Cracovie et la rédaction de l'hédémadaire catholique Tygodnik Powszechny, qui s'était refusé à publier, dans son numéro de Noël, un texte tronqué.

Ce litige a donné lieu à des pourparlers, par voie diplomatique, entre le Vatican et le gouvernement de Varsovie. Dans ce message controversé, le pape faisait l'apologie de saint Stanislas, patron des Polonais, dont le neuvième centenaire du martyre doit être célébré l'année prochaine en Pologne. Le saint y était présenté comme « un porte-parole des droits majeurs de l'homme et du peuple » polonais, dont le respect, soulignait Jean Paul II, conditionne « la dignité, la morale et la réelle liberté de la nation ».

LA FRANCE EXPULSE UN CITOYEN POLONAIS INCULPÉ D'ESPIONNAGE

M. Kazimierz Charszewski, un ressortissant polonais, âgé de vingt-six ans, qui avait été arrêté le 6 octobre dernier, et inculpé par le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'« intelligence avec des agents d'une puissance étrangère, de nature à nuire aux intérêts de la France » (le Monde du 25 octobre), a été remis en liberté, mercredi 26 décembre, et expulsé. Selon la D.S.T., M. Charszewski était un agent des services secrets polonais chargé de pénétrer les milieux d'opposition installés en France. Il était arrivé en France, le 19 septembre, en provenance de Dresde (R.D.A.). Cette expulsion pourrait être liée à la mise en liberté, le 23 décembre, de M. Philippe Ries, le journaliste français, qui avait été arrêté sous de fallacieux prétextes, le 6 décembre, à Gdansk (le Monde du 26 décembre). A la Cour de sûreté de l'Etat, on se refuse toutefois à confirmer ou à infirmer cette relation.

Le numéro du Monde — daté 26 décembre 1978 a été tiré à 412 903 exemplaires.

SAUVETAGE EN MER PENDANT LA NUIT DE NOÛL — Les douze occupants d'un cargo suédois, l'Alstern, qui avait fait naufrage dans la mer du Nord, ont été sauvés, dans la nuit de Noël, par un bateau britannique. Ces douze personnes — huit hommes d'équipage et quatre femmes — avaient réussi à quitter l'Alstern, pour s'embarquer dans un canot de sauvetage. Elles furent alors recueillies par un navire britannique qui faisait route vers Aberdeen. — (A.F.P.)

Le numéro du Monde — daté 26 décembre 1978 a été tiré à 412 903 exemplaires.

Quand la beauté est aussi la sagesse.
Chaumet
Joailleur depuis 1780
12 place Vendôme Paris tél. 260.32.82

la hausse des prix a été que de 0,5 %

LA MORT DU F

Un héritage important
M. Rabah

Une suc

LIBRE PAGES 2

- Les photos de Jean-Luc Lagarange
- Le portrait de M. Rabah
- Les réactions à l'étranger

le mut de

